

JEUDI 12 NOVEMBRE 2015

"Avec la fin du pétrole vient la fin de l'ère industrielle."

- = On a jamais vu un effondrement aussi considérable du commerce mondial en dehors d'une récession majeure p.2
- = Avec ou sans bazooka monétaire, la prochaine crise mondiale est inévitable p.6
- = Le délicat exercice de la projection... (Patrick Reymond) p.8
- = Alerte au krach : la prochaine crise mondiale pourrait bien avoir déjà commencé p.10
- = Philippe Herlin : «La situation des banques en Europe est explosive» p.13
- = Directive BRRD de ponction des comptes bancaires : qui est concerné ? (P. Herlin) p.16
- = Inflation, taux négatifs : pourquoi les banques centrales vous veulent du mal (Simone Wapler) p.18
- = Les revenus ont-ils vraiment été divisés par deux depuis 1975 aux Etats-Unis ? (Bill Bonner) p.21
- = Analyse d'un crime impuni (Bruno Bertez) p.24
- = La Grèce, épisode « on ne compte plus » (Cécile Chevré) p.28
- = ÉCLAIRAGES SUR LA DETTE (François Leclerc) p.31
- = « L'AMF veut réguler le salaire des patrons... ! » (Charles Sannat) p.33
- = La dette publique US a atteint 65.000 mds USD (Charles Sannat) p.37
- = François Morin : «L'oligopole bancaire s'est transformé en hydre dévastatrice pour l'économie mondiale» p.38
- = Parfois, la lumière au fond du tunnel, c'est un train... (Bruno Colmant) p.42
- = Les banques centrales ont raison ! (Bruno Colmant) p.43
- = Le pétrole finit en nette baisse à New York, à 42,93 dollars le baril p.44
- = Du pétrole et des larmes (Jean-Marc Vittori) p.45
- = Les 30 grandes banques à qui il manque encore 1.000 milliards p.46
- = Le Deposit Facility remonte bien vite... ! p.47
- = Depuis quand une baisse de prix est-elle mauvaise ? (Peter Schiff) p.49



PHOTO du JOUR



On a jamais vu un effondrement aussi considérable du commerce mondial en dehors d'une récession majeure

BusinessBourse et [theeconomiccollapse](#) Le 11 nov 2015

Si vous cherchez à savoir quand la prochaine grande crise économique mondiale arrivera, alors, vous pouvez maintenant arrêter d'attendre, car elle est officiellement arrivée.

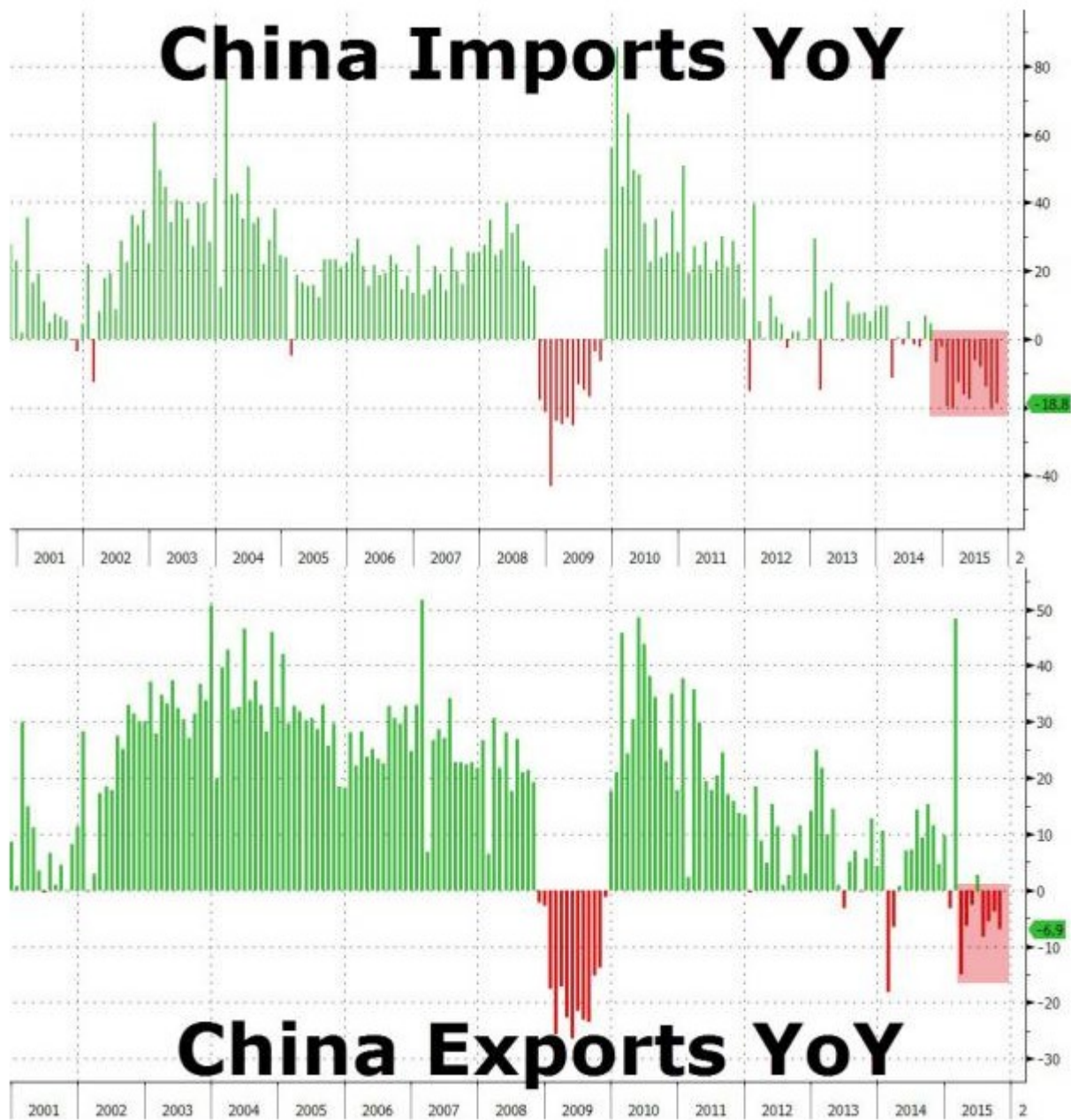
En effet, nous n'avons jamais vu un tel effondrement du commerce mondial de toute l'histoire en dehors d'une récession mondiale majeure. Et ceci est parfaitement logique – lorsque l'activité économique mondiale augmente, il y a une hausse de la demande pour les produits et services à travers le monde, et lorsque l'activité économique mondiale baisse, il y a moins de demande de biens et services à travers le monde. Jusqu'à présent sur l'année, **le commerce mondial est en baisse d'environ 8,4 %, et sur les 30 derniers jours**, l'indice Baltic Dry était en chute libre. Il y a un mois, il se situait à un niveau de 809, **mais maintenant il est tombé à 628**. L'indice Baltic Dry (indice des prix pour le transport maritime) est à son plus bas niveau historique. Cependant, lorsque vous regardez les chiffres du commerce pour des pays spécifiques, alors là, les chiffres deviennent particulièrement surprenants.

Ces tout derniers jours, Les derniers chiffres du commerce chinois sont sortis et ne sont pas brillants. La Chine représente environ un cinquième de l'ensemble des exportations mondiales, et pendant de nombreuses années, la croissance des exportations chinoises avait contribué à alimenter l'économie mondiale dans son ensemble.

Mais maintenant, les exportations chinoises sont en baisse. En Octobre, les exportations chinoises ont chuté de 6,9 % par rapport à l'année précédente. Précédent une baisse de 3,7 % en Septembre.

Les chiffres sur les importations chinoises sont encore pires. Les importations chinoises en Octobre ont chuté de 18,8 % par rapport à il y a un an après une baisse de 20,4 % en Septembre. La classe moyenne chinoise grandissante était censée contribuer à la reprise économique mondiale, mais ce n'est tout simplement pas le cas.

Le graphique ci-dessous venant du site [zerohedge](#) montre à quel point ces derniers chiffres dramatiques corroborent ce que nous venons d'expliquer. Comme vous pouvez le voir, le seul moment où les chiffres du commerce chinois ont été aussi mauvais sur une aussi longue période fut lors de la récession mondiale majeure de 2008 et 2009...



D'autres chiffres confirment l'ampleur du ralentissement économique chinois. J'avais souligné la chute continue de l'indice des taux de fret conteneurisés chinois auparavant, mais maintenant **il vient d'atteindre un nouveau plus bas historique...**

La faiblesse de l'économie chinoise et de ses exportations vers le reste du monde apparaissent maintenant dans l'indice de fret conteneurisé hebdomadaire chinois (CCFI): Vendredi 06 Novembre 2015, il avait chuté à son pire niveau jamais enregistré.

L'indice, utilisé par le transport maritime de Shanghai permet le suivi des coûts, en fonction des taux contractuels et du marché au comptant, sur l'expédition des conteneurs en provenance de Chine vers les 14 principales destinations à travers le monde. Contrairement à un grand nombre de données officielles en provenance de Chine, l'indice est un reflet sans fard d'une réalité implacable.

Cet indice n'a pas cessé de baisser depuis Février et a depuis chuté de 31%. A 742 points actuellement, il est en baisse de 26% depuis sa création en 1998 quand il avait été fixé à 1000.

Voici quelques chiffres encore plus inquiétants sur le commerce mondiale qui viennent de mon précédent article intitulé "[Les 18 chiffres qui montrent qu'une récession mondiale particulièrement brutale frappe déjà](#)" ...

- La demande d'acier chinois est en baisse de 8,9 % par rapport à il y a un an.
- Le volume de fret ferroviaire en Chine est en baisse de 10,1 % par rapport à l'année dernière.
- En Octobre, les exportations sud-coréennes étaient en baisse de 15,8 % par rapport à l'année précédente.
- Selon l'indice du gouvernement néerlandais, il y a un an, le commerce mondial des produits primaires se situait à un niveau de 150, mais dorénavant, il est tombé à 114. Cela signifie que moins de produits sont échangés à travers le monde, et c'est un signe très clair que l'activité économique mondiale ralentit vraiment.

En outre, les commandes à l'exportation allemande ont baissé d'environ 18 % en Septembre, et les exportations américaines sont en baisse d'environ 10 % actuellement sur l'année en cours.

Il est évident que quelque chose d'énorme se passe actuellement, et ce phénomène impacte l'ensemble de la planète. Le PDG de la plus grande compagnie maritime au monde pense que ce qui se passe est assez simple à comprendre...



En fait, selon, Nils Smedegaard Andersen, le PDG de Maersk, la raison pour laquelle les entreprises qui dépendent du commerce mondial, comme la sienne, sont impactées est simple: la croissance mondiale est sensiblement plus faible que les chiffres officiels et les prévisions. A savoir: “l’économie mondiale croît à un rythme plus lent que ce que le Fonds monétaire international(*FMI*) et d’autres grands prévisionnistes le prédisent.”

Cité par Bloomberg, Andersen a expliqué lors d’un entretien téléphonique: “nous pensons que la croissance mondiale ralentit,”.....”Le commerce est actuellement nettement plus faible que là où il devrait être normalement à savoir qu’il se trouve sous les prévisions de croissance que nous avons lu.”

Les marchés financiers mondiaux peuvent continuer de progresser, mais ils ne pourront jamais cacher ces horribles chiffres du commerce mondial.

L’une des choses les plus importantes qui contribue à ce nouveau ralentissement économique mondial est l’écart de rendement sur le dollar américain. [Un article récent de Phoenix Capital Research](#) avait assez bien expliqué ce problème...



Lorsque la Fed a réduit les taux d’intérêt à zéro en 2008, il a inondé le système financier avec des dollars américains. Le dollar américain est la monnaie de réserve mondiale. Peu importe dans quel pays vous êtes (*à quelques exceptions près*), vous pouvez emprunter en dollars américains.

Et si vous pouvez emprunter en dollars américains à 0,25% ... et placez cet argent dans quelque chose qui rapporte plus ... vous pourriez faire un massacre.

Un fonds de couverture à Hong Kong pourrait emprunter 100 millions de dollars, payer seulement 250 000 dollars en intérêt et réinvestir cet argent dans les Reals brésiliens qui ont rapporté 11% ... avec un retour sur investissement de 9,75 millions de dollars.

Ca c'était le point de vue strictement financier des choses. Maintenant, du côté de l'économie, les gouvernements souverains et locaux ont empruntés en dollars américains dans le monde entier pour financer diverses infrastructures et des projets municipaux.

Autrement dit, le gouvernement américain a quasiment été jusqu'à donner de l'argent et le monde l'a constaté, en empruntant des dollars à un rythme record. Aujourd'hui, le carry trade mondial (ce qui signifie de l'argent emprunté en dollars américain et investi dans d'autres actifs) se situe à plus de 9.000 milliards de dollars (Ce qui est plus important que les économies de la France et du Brésil réunies).

Mais maintenant, le commerce en dollar commence à fléchir parce que le dollar américain a nettement progressé ces derniers temps. Comme le dollar américain a fait un bond par rapport aux autres monnaies mondiales en 2015, cette hausse récente du dollar a mis une énorme pression sur les marchés émergents du monde entier. Tout d'un coup, l'huile, d'autres produits de base et les marchés financiers dans les pays tels que le Brésil ont commencer à s'effondrer. Pendant ce temps, ceux qui avaient contracté des emprunts libellés en dollars américains voient croître le poids de leur dette libellée dans la devise américaine. Cette crise financière dans les marchés émergents va prendre des années avant de se matérialiser pleinement, et cela aura un énorme impact sur les marchés mondiaux.

Bien sûr, nous avons déjà vu cela avant. la flambée du dollar avait contribué à causer la crise de la dette latino-américaine des années 1980, la crise financière asiatique des années 1990 et [la récession mondiale majeure de 2008 et 2009](#).

Si vous pensiez que l'agitation financière qui est arrivé à la fin du mois Août était un mauvais signe, la vérité est qu'elle n'est rien face à ce qui se profile.

Alors attachez bien vos ceintures de sécurité car de nombreuses turbulences se profilent à l'horizon.

[**Avec ou sans bazooka monétaire, la prochaine crise mondiale est inévitable**](#)

or-argent.eu nov 12, 2015

Article de Christopher Dembik, de Saxo Group, publié le 5 novembre 2015 :

« Jusqu'il y a peu, le consensus tablait sur une économie mondiale en progression en 2016. Cela n'aura pas lieu. Si la croissance mondiale parvient à atteindre 3,1 % l'année prochaine, comme anticipé par le FMI, ce sera un miracle.

Nous ne réalisons pas que la reprise économique mondiale a démarré il y a déjà 6 ans. Cette reprise est plus faible que les précédentes tout en étant plus disparate.

Depuis l'émergence de la crise financière mondiale de 2007, le potentiel de croissance a été revu à la baisse un peu partout : de 3 à 2 % aux États-Unis, de 9,4 à 7,2 % en Chine et de plus de 5 % à moins de 4 % en Pologne.

De nombreuses régions du monde, comme la zone euro, ont connu pire avec une croissance à l'arrêt. Durant les 2 dernières décennies, la durée des cycles économiques a été réduite en raison de la financiarisation de l'économie, de la globalisation, de la dérégulation ainsi que de l'accélération des cycles d'innovation.

Depuis les années 90, les États-Unis ont connu 3 récessions : en 1991, en 2001 et en 2009. Il est erroné de croire que la reprise vient juste de commencer. Nous arrivons à la fin du cycle économique en cours. L'émergence d'une nouvelle crise mondiale dans les années à venir est inévitable.

Les banques centrales ont creusé leur propre tombe

Le manque de dynamisme économique ainsi que de courtes périodes de déflation en relation avec la chute du cours du pétrole forceront probablement les banques centrales à poursuivre en 2016 leur stratégie désastreuse « de faire comme avant, comme si tout était normal », qui ne fera que doper les prix des actifs financiers et gonfler la dette mondiale.

La BCE pourrait pousser en territoire toujours plus négatif ses taux, augmenter ou prolonger son QE. Plusieurs options sont sur la table : augmenter de 25 % ses achats d'obligations AAA ou créer un nouveau programme d'achat d'obligations d'entreprises.

Dans le même ordre d'idées, la Chine pourrait sortir son bazooka monétaire durant le premier semestre 2016 en lançant son propre QE. En plus d'une politique monétaire accommodante, la Chine pourrait implémenter un programme keynésien de stimulation. (...)

Cette décision pourrait rassurer temporairement les marchés mondiaux. La seule banque centrale qui pourrait agir à contre-courant est la Fed. 52 % des investisseurs s'attendent à une hausse des taux en décembre.

Néanmoins, la magnitude et la vitesse de ce serrage de vis monétaire seront faibles. Il est improbable de voir les taux revenir rapidement aux niveaux d'avant la crise. Des taux trop élevés engendreraient une myriade de faillites dans des secteurs surendettés, comme celui du pétrole de schiste aux États-Unis.

La Fed et les autres banques centrales sont dans une impasse, étant tombées dans le même piège que la banque du Japon. Une augmentation trop importante des taux provoquerait une nouvelle crise financière. Il est impossible de mettre un terme à cette politique monétaire accommodante.

En raison de cet environnement de taux plancher et des risques d'une nouvelle crise mondiale, trouver le bon investissement n'a jamais été aussi compliqué. Personne ne peut anticiper les conséquences de la planche à billets.

La planète pourrait passer de la déflation à l'hyperinflation sans arrêt par la case inflation, comme envisagé par Nassim Taleb. Dans un contexte incertain, l'or reste indubitablement le meilleur investissement en tant qu'assurance contre la crise à venir.

Depuis la chute précipitée de janvier dernier du franc suisse par rapport à l'euro, le franc suisse n'est plus une valeur refuge sûre. Cette décision a irrémédiablement endommagé la crédibilité de la BNS. Les investisseurs ont compris qu'ils ne peuvent plus croire aveuglément les promesses des banquiers centraux.

Même si le yuan n'est pas une valeur refuge, c'est peut-être le bon moment d'investir dans la monnaie chinoise. Elle est bien positionnée pour grandir en popularité et elle se renforce.

D'ici la fin 2016, le yuan pourrait devenir la 3e devise la plus échangée, derrière le dollar et l'euro. La nouvelle Route de la Soie est probablement la stratégie économique la plus ambitieuse des 50 dernières années. Elle va probablement être couronnée de succès et pousser les investisseurs vers le yuan. (...) »

Le délicat exercice de la projection...

Patrick Reymond 12 novembre 2015

Que je fais finalement, est encore plus difficile pour l'AIE, qui doit tenir compte des us, croyances, et coutumes des zélites et gouvernants.

Naguère, Deubeuliu, prétendait le mode de vie américain non négociable.

Effectivement, il n'a pas été négocié. Avec une baisse de la demande en carburant de 55 %, après une pointe à - 70 %, il s'est effondré.

C'est d'ailleurs assez impressionnant aujourd'hui, de voir la volatilité du transport

routier automobile. Le carburant baisse, on revoit du monde. Mais je vous rassure, il va augmenter.

Donc, l'Agence internationale de l'énergie veut être bien avec tout le monde, et ne fâcher personne. Enfin, surtout les importants, parce que de nous, ils se foutent complètement.

Donc, l'Agence Internationale de l'énergie nous raconte des salades.

Une consommation d'énergie en hausse de 45 % d'ici 2040, 30 %, nous dit on ailleurs. Enfin bref ça va monter...

Les compagnies énergétiques aiment quand ça monte. les bénéfices suivent. Quand ça descend, les bénéfices suivent aussi...

Bon, en même temps, l'AIE fait une petite amende honorable. Elle s'est fabuleusement planté sur le renouvelable, qui pulvérise tout les records. Et s'est fabuleusement planté sur le pétrole, où il n'y a pas amende honorable du tout : tout le monde s'en fout, et a oublié. Ils annonçaient naguère 130 millions de barils/jour pour le pétrole, qui s'est réduit à 103,5 en 2040. (91 en 2014).

On voit aussi dans la boule de cristal, un pétrole qui se traîne à des bas prix.

Alors, il faut choisir, quand on fait une projection de ne pas ménager chèvres et choux, et qu'on ne peut pas faire plaisir à tout le monde, en prévoyant un "atterrissage en douceur".

70 % des mines chinoises de charbon sont déficitaires, les 5 majors pétroliers sont toutes dans le rouge, ne parlons même pas des compagnies nationales, et des pays pétroliers.

On peut donc affirmer, sans risque de se tromper, que les compagnies déficitaires peuvent et vont défaillir, comme les états. Et s'effondrer. Quand au presque 10 millions de barils jour US, sans les déluges de subventions du gouvernement, du Quantitative easing, de sa situation en voie d'extinction de superpuissance, des 10 millions seraient 0.5.

Bien entendu, pas un mot de la politique un peu folle de l'Arabie Saoudite, et de son évolution politique. On parle d'alliance avec Moscou, sans doute dans le but de sauver les meubles. En Orient, on baisse les mains des plus forts, surtout quand les intérêts coïncident, et que la politique de l'ancien protecteur US est devenue illisible.

On peut aussi penser à l'effondrement complet économique, politique et militaire des USA. L'effondrement de l'URSS s'était traduit par une baisse de 50 % de sa production pétrolière... Là, on peut penser à une production qui attendrait vite...

200 000 barils jours. Et oui, les gisements pétroliers US, sont très, très vieux. Et forés dans tous les sens.

Il faut pt'êt expliquer à l'AIE les principes de base de l'économie de marché. Et ceux du pic de production.

Une fois commencée la dégringolade de la production, rien ne l'arrête, sauf provisoirement, et cela ressemble à un frémissement, comme le tout petit + 3 % de la mer du Nord en matière de production de pétrole. Ceci au prix d'un colossal effort d'investissement, qui va être abandonné (- 80 %).

Les firmes et les états déficitaires en matière de production de pétrole ne peuvent investir les sommes nécessaires. C'est aussi simple que cela. Après, si le déficit dure trop, la firme fait faillite, et l'état passe à autre chose, avec peut être un passage par le stade "guerre civile", ou "état failli".

En outre, la période 1990-2015 a vu la production d'énergie notablement augmenter. Ce qui a été extrait n'est plus, et c'était le plus facile. Le reste sera plus compliqué. Et plus cher. L'investissement pétrolier qui était passé de 250 milliards de USD à plus de 750 pour une production quasiment identique, pourrait il, miraculeusement désormais, produire plus de 10 millions de barils/ jour de plus, sans une explosion encore plus grande des prix, que le consommateur final serait bien en peine de payer...

Bref, le principe de réalité économique et politique a été complètement oublié à l'AIE, dans un monde, qui, semble t'il sombre dans une dépression généralisée.

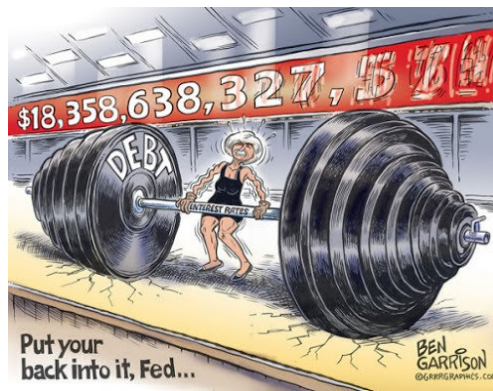
Les croissances annoncées pour les USA et la Chine sont des croissances Potemkine ou Pinocchio. Et ailleurs, quand elles sont positives, souvent elles aussi, très sujettes à caution...

Bref, le monde vient de caler, et l'AIE ne s'en est pas aperçu. Et ce n'est pas un calage anodin. La remontée de la mortalité chez les hommes blancs annonce un événement style "fin de l'URSS", qui avait connu le même phénomène.

Mots-clés : avait, déjà, et si, la Fed, relève, ses taux

Alerte au krach : la prochaine crise mondiale pourrait bien avoir déjà commencé

Atlantico 11 novembre 2015



Accroissement de la dette mondiale de 57.000 milliards de dollars depuis 2007, ralentissement économique chinois, baisse du pétrole... les premiers signes d'un nouveau krach mondial font déjà leurs premières victimes. Et pour cause : le monde n'est plus capable d'aligner un taux de croissance supérieur à son taux d'endettement.

Atlantico: Depuis l'année 2007, la dette mondiale s'est accrue de 57.000 milliards de dollars, ce qui représente une progression de la dette de 5.3% par an depuis lors, soit un taux plus élevé que la croissance mondiale. Quels sont les risques associés à une telle situation ? Comment y faire face ? Les symptômes d'un crash mondial sont-ils déjà perceptibles ?

Nicolas Goetzmann: Le symptôme le plus flagrant de ce phénomène est la situation actuelle du Brésil. Parce que si la nouvelle est passée inaperçue, il n'est pas inutile de rappeler que la dette brésilienne a été dégradée par S&P au rang d' "obligation pourrie" en septembre dernier, et que, par conséquent, les taux d'intérêts à 10 ans ont explosé, pour atteindre 16%, et ce, alors même que le pays est en récession.

Ce qui est déjà une situation intenable. Le Brésil fait donc figure de première victime, et il s'agit de la 7^e économie mondiale, juste derrière la France.

Mais plus largement, la question de la soutenabilité de la dette mondiale doit être abordée d'un point de vue dynamique, et non pas statique. Le point inquiétant n'est pas que la dette ait progressé de 53.000 milliards de dollars, mais que le taux de croissance de l'endettement soit supérieur au taux de croissance économique. C'est la relation entre ces deux variables qui a un effet, et non pas la dette prise isolément. Parce que la croissance permet aux Etats d'assurer un certain niveau de revenus, qui leur permet alors de faire face au remboursement de leurs engagements. Ce qui est d'ailleurs vrai pour tous les acteurs économiques, qu'ils soient des entreprises ou des ménages. Il s'agit de comparer le revenu et la capacité de remboursement de la dette.

Le défi actuel relève donc plus de la capacité des Etats à générer une croissance suffisante pour permettre de faire face à leur niveau d'endettement. Et non l'inverse. Parce que la dette est aussi le symptôme d'une faible croissance. Dans le cas d'un ralentissement de la croissance, les Etats ont tendance à ne pas abaisser leur niveau de dépense, ce qui produit des déficits et donc de la dette. Ce qui signifie, au bout du compte, que la cause du phénomène est la faible croissance. Aussi longtemps que ce problème de faible croissance ne sera pas résolu, la question de l'endettement sera effectivement une menace crédible sur l'économie mondiale.

Parce que certaines décisions politiques se concentrent sur le symptôme, c'est-à-dire la dette, sans se préoccuper de la cause, c'est-à-dire la croissance. Le résultat, c'est que les dépenses des Etats sont revues à la baisse, ce qui entraîne également une baisse de la croissance, et le cercle vicieux s'enclenche dans une spirale déflationniste.

L'objectif est donc de mettre en place des politiques de soutien de l'activité, ce qui peut prendre des formes très différentes en fonction des pays concernés. Le Brésil doit se réformer, la Chine doit continuer sa bascule vers un modèle de consommation, l'Europe doit relancer son activité etc... Lorsque les grandes puissances atteindront leur potentiel de croissance, ce qui est un objectif réalisable, la dette baissera mécaniquement.

La problématique ne concerne pas la Chine seule, mais la réaction en chaîne qu'elle implique. Lorsque la croissance chinoise décélère, lorsque le modèle de croissance local évolue vers la consommation intérieure, cela a des conséquences pour les autres. Et notamment les grands pays exportateurs de matière première, comme le Brésil, ou les pays dépendants de leurs ventes de produits pétroliers.

Les perspectives de croissance chinoise ne sont plus suffisantes pour assurer des prix élevés, et l'ensemble de ces Etats sont fragilisés par cette situation. Outre le Brésil, le Venezuela est au bord du gouffre. Certains pays africains subissent l'effet ciseau de la baisse du pétrole et du désinvestissement chinois, l'Algérie est également menacée à terme. La Russie est dans une situation périlleuse. Il s'agit donc pour ces pays d'accélérer la diversification de leur économie afin de ne plus être totalement dépendants de leurs exportations de matières premières, mais cela nécessite du temps. En l'occurrence, si les risques sont économiques, ils sont aussi géopolitiques.

Concernant l'Europe en particulier, la BCE vient de produire un document analysant l'impact du ralentissement chinois. Mais la conclusion est la même, le seul ralentissement chinois n'est pas une véritable menace, c'est l'ensemble de ses

conséquences sur des pays plus dépendants, et donc plus fragiles, qui devient alarmant.

“Par conséquent, l’impact sur la zone euro d’un approfondissement du ralentissement en Chine dépend en définitive de la mesure dans laquelle ce ralentissement déborde à d’autres marchés émergents, plus généralement, et de la mesure dans laquelle la perte de confiance qui en résulte affecte les marchés financiers mondiaux ainsi que le commerce mondial”

Ce qui signifie surtout qu’il n’est pas question de nier la réalité, et que l’Europe doit prendre en compte ces différents développements au sérieux, parce que nous ne sommes pas immunisés. Les exportations européennes représentent 26.4% du PIB du continent, ce qui est bien plus lourd que l’exposition des Etats-Unis (8.8%), ou même de la Chine (24.6%).

Si certains symptômes d’un nouveau crash se sont déjà matérialisés, que peuvent faire les pouvoirs publics pour l’éviter ?

Malheureusement, dans certains cas, il est déjà trop tard. D’un point de vue global, la question prioritaire est que les grands ensembles économiques soutiennent leur propre croissance à un niveau d’équilibre c’est-à-dire au niveau de leur croissance potentielle. Cela est presque le cas aux Etats-Unis, mais pas en Europe, ni en Chine, qui sont les deux autres grands marchés mondiaux. Ainsi, pour l’Europe et la Chine, il s’agit de permettre un taux de croissance supérieur, ce qui aura pour effet de soutenir le commerce mondial, et notamment les prix des matières premières dont le pétrole. Ce qui permettra d’atténuer les risques actuels. Mais, et cela est un impératif, les pays fragilisés doivent se réformer pour enclencher une diversification de leurs économies. La croissance chinoise baisse de façon structurelle, et il faut en tenir compte. La période de croissance à deux chiffres est terminée pour ce pays, qui a déjà effectué une bonne partie de son rattrapage économique. A l’inverse, le cas de l’Inde semble prometteur, car avec un taux de croissance de plus de 7%, l’Inde de demain est susceptible de prendre le relais de la Chine comme relais de la croissance mondiale.

Philippe Herlin : «La situation des banques en Europe est explosive»

<https://resistanceauthentique.wordpress.com/11-novembre-2015>

[NYOUZ2DÉS: l’équivalent de la directive BRRD a été voté au Canada en 2013 en toute hypocrisie.]



L'économiste est inquiet ces derniers temps quant au risque pris par certaines banques européennes sur les marchés financiers, et sur la future spoliation des comptes qui a été votée (Directive BRRD). Et il le fait savoir .

Philippe Herlin, chercheur en finance et docteur en économie, a accepté de nous confier son sentiment sur la situation des banques européennes. Et de nous parler de la fameuse directive BRRD.

Philippe Herlin est chercheur en finance et docteur en économie du Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris. Il est l'auteur de plusieurs livres dont un opus de référence sur une de ses spécialités : *L'or un placement d'avenir*, Eyrolles. Il a notamment obtenu le «Prix Spécial du Jury» lors du 24ème Prix Turgot en 2011 pour son livre : *Finance : le nouveau paradigme*, Eyrolles. Il est un contributeur du site *GoldBroker* et d'*Economie Matin*. Philippe Herlin s'est imposé comme un spécialiste incontournable des questions liées à la crise actuelle, celle de la zone euro, des dettes publiques et du système bancaire.

Philippe Herlin est l'auteur d'un [article](#) qui a fait le buzz. Publié il y a quelques jours sur le site *GoldBroker.com*, il nous apprenait que la Commission européenne va poursuivre six pays devant la Cour européenne de justice. La raison ? Ces derniers n'ont toujours pas transposé dans leur droit national la «Directive sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances» (BRRD pour Bank Recovery and Resolution Directive). Celle-ci prévoit qu'en cas de faillite, une banque pourra ponctionner les comptes des épargnants contenant une somme d'au moins 100 000 euros. Le chercheur en finance a accepté de livrer à RT France son ressenti quant à cette affaire.

RT France : Pourquoi cet empressement de la Commission à vouloir faire paraître cette directive, craindrait-elle un effondrement bancaire ?

Philippe Herlin : Elle doit s'appliquer le 1er janvier 2016. Mais ce n'est peut-être pas la raison principale. Après tout, des directives sont parfois effectives avec deux ans de retard. Je pense que cela traduit surtout une crainte quand au risque que prennent certaines banques. Elles ont des expositions colossales sur les marchés financiers, le tout avec des effets de levier très importants.

RT France : Des effets de levier ?

Philippe Herlin : On se situe en moyenne sur des ratios d'1/30. Clairement, cela signifie que pour 30 euros d'exposition sur les marchés, elles détiennent 1 euro de fonds propres. C'est une situation explosive. En apparence tout va bien, les marchés sont très hauts, les taux d'intérêts proche de 0 mais il suffit d'un retournement imprévu pour tout faire sauter. On l'a vu à Chypre récemment, à un tout petit niveau. Les banques se sont retrouvées dans une situation telle que les comptes des épargnants ont été ponctionnés. La même chose pourrait se produire en Europe mais à des niveaux autrement plus importants. Un cataclysme du type de la chute de Lehman Brothers en 2008. Elles ne puiseront pas forcément tout, cela dépendra des pertes. Mais une fois les actionnaires et les détenteurs d'obligations mis à contribution, on arrivera très vite sur les comptes de particuliers voir les entreprises.

RT France : Les entreprises pourraient également être concernées ?

Philippe Herlin : La directive BRRD le prévoit en effet mais ne le recommande pas. L'Europe est prudente là dessus. Elle sait qu'assécher les comptes d'entreprises impactera fortement leurs trésoreries ce qui pourrait conduire à une transmission de la crise bancaire à l'économie réelle.

RT France : Concrètement, si je suis un épargnant qui a plus de 100 000 euros sur son compte, comment je protège mon argent ?

Philippe Herlin : En premier lieu, les gens vont se protéger en ouvrant plusieurs comptes de manière à descendre en dessous de la barre des 100 000 euros. Mais il ne faut pas se raconter d'histoire. Cette limite est illusoire. En réalité, très peu de comptes contiennent autant d'argent. En cas de grave crise, les banques finiront par puiser en dessous. Ils mettront peut-être une limite à 20 000 euros et voilà tout. Mais ce que je recommande plus que tout, c'est de sortir du système bancaire le plus possible. De transformer ses liquidités en actifs réels comme l'immobilier ou l'or physique.

RT France : Comment savoir si ma banque est en difficulté ?

Philippe Herlin : Une banque qui court des risques c'est une banque qui a des activités de marché. Celle qui ne cloisonne pas ses métiers de détail et de spéculation. Je recommande donc des banques qui n'ont pas d'activité de ce type comme le Crédit Mutuel par exemple. Mais c'est très compliqué, la majorité des banques européennes jouent sur les deux tableaux. Vous pouvez également suivre la presse mais ils ont toujours deux trains de retard sur les initiés quand quelque chose ne va pas. Et de toute façon, si vous pensez à la directive BRRD, elle est faite pour s'appliquer en l'espace d'un week-end. Pour éviter un «bank run», un retrait massif des capitaux. Comme cela, ils pourront vous dire :

«Estimez-vous heureux de ce qu'il vous reste».

RT France : Que dit cette affaire de l'état de la démocratie au sein de l'Union européenne ?

Philippe Herlin : Factuellement c'est démocratique. La directive a été votée par le Parlement européen. Le problème se situe au niveau des pays. Tous ne font pas appel à leurs parlements nationaux avant d'inscrire les décisions européennes dans leurs droits. Prenez la France par exemple, la directive BRRD a été transposée par simple ordonnance le 20 août dernier. En pleine période de vacances, sans débat à l'Assemblée, sans que les journalistes ne s'y intéressent. Ni vu, ni connu.

Les opinions, assertions et points de vue exprimés dans cette section sont le fait de leur auteur et ne peuvent en aucun cas être imputés à RT.

Directive BRRD de ponction des comptes bancaires : qui est concerné ?

Philippe Herlin , GoldBroker.fr Publié le 12 nov. 2015

La directive BRRD permet à une banque en situation de faillite de ponctionner les comptes de ses clients pour se renflouer, et elle entre en vigueur en France, [nous l'avons dit](#). Mais au-delà de sa présentation générale, il faut se plonger dans [le texte la directive](#) pour mieux appréhender les risques qu'elle fait peser sur nos comptes bancaires. Qui est visé, quels produits financiers sont concernés, voici les informations à connaître à l'avance plutôt que de les découvrir le jour même.

Les mots clés à retenir, que l'on retrouve tout au long de ce texte, sont "comptes couverts" et "comptes éligibles". Ils sont explicités dans le considérant 111 : "Si les dépôts couverts sont protégés des pertes en cas de résolution, d'autres dépôts éligibles sont potentiellement disponibles aux fins de l'absorption des pertes." Les "comptes couverts" sont les comptes protégés de toute ponction, ceux comptant moins de 100.000 euros. [Nous avons déjà expliqué ici](#) l'aspect illusoire de cette garantie, n'y revenons pas. Les "comptes éligibles" sont précisément ceux dépassant cette somme et qui seront donc soumis à des ponctions plus ou moins importantes. Voici pour le vocabulaire.

Ensuite, quels types de placements sont concernés ? L'article 44 ("Champ d'application de l'instrument de renflouement interne"), dans son point 2, exclut, si on lit bien, les OPCVM. Cela semble logique : vendre massivement les portefeuilles d'actions ferait chuter les cours de bourse, ce n'est pas la peine de rajouter une crise à une autre ! De plus, vendre les actions de ses clients se révèle, pour une banque, une opération plus complexe qu'une simple ponction de leurs

comptes, elle s'expose à des recours juridiques (il s'agit d'une vente forcée). Dans la même logique, même si nous n'en avons pas trouvé explicitement mention, l'assurance-vie semble exempte de cette menace. La vente massive de ce produit affecterait le marché des obligations souveraines, ce qui ne manquerait pas de mécontenter l'Etat. Ce sont donc bien les comptes courants et les livrets qui sont concernés.

Autre élément à prendre en compte : les entreprises n'y échapperont pas, enfin plus précisément les PME, même s'il est recommandé de ne pas les viser en premier. Le considérant 111 précise ainsi : "Afin d'assurer un certain niveau de protection aux personnes physiques et aux micro, petites et moyennes entreprises, les dépôts éligibles qu'ils détiennent au-delà des dépôts couverts devraient bénéficier d'un niveau de priorité plus élevé que les créances des créanciers ordinaires non garantis et non privilégiés en vertu du droit national régissant les procédures normales d'insolvabilité."

La formulation "micro, petites et moyennes entreprises" se retrouve à de nombreuses reprises dans le texte de la directive, elle désigne les entreprises de moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros selon la définition de l'UE ; elles ne passeront donc pas à travers les ponctions. Etonnement, la formule "grande entreprise", ou un synonyme, ne s'y trouve pas, elles semblent ainsi complètement protégées. Il est vrai que si leur trésorerie, qui se compte en millions ou en milliards d'euros, risquait de disparaître du jour au lendemain, elles chercheraient à s'installer ailleurs. On le voit, la directive protège les "gros" (l'Etat, les grandes entreprises, cotées ou non), et vise les "petits" (particuliers et TPE/PME). On nage en plein "capitalisme de connivence", faut-il s'en étonner ?

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que <https://www.GoldBroker.fr/> tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Les banques ont-elles trop de pouvoir ?

Gérald Fillion **RDI Économie Vidéo**

Les banques ont-elles trop de pouvoir ? Une nouvelle crise financière est-elle à nos portes ? Entrevue avec François Morin, économiste, professeur et auteur de « L'hydre mondiale, l'oligopole bancaire ».



<https://www.facebook.com/rdieconomie/videos/432316630287214/?fref=nf> (Français , 7 minutes)

Inflation, taux négatifs : pourquoi les banques centrales vous veulent du mal

Rédigé le 12 novembre 2015 par Simone Wapler | La Chronique Agora

- Officiellement, Mario Draghi, Janet Yellen, Shinzo Abe etc. ne veulent que notre bien économique. A la tête des banques centrales de leurs pays ou zones monétaires donnés, ces banquiers centraux sont chargés de fixer "le prix de l'argent" qui est aussi le prix du crédit.

Monnaie et crédit sont aujourd'hui devenus une seule et même chose. Moins de 5% de l'argent qui circule sont des pièces et billets, le reste n'est que crédit. Supposons que vous empruntiez pour faire des travaux. Votre compte en banque devient créditeur d'un certain montant. Ensuite, vous payez le plombier, l'électricien, le menuisier dont les comptes respectifs deviennent eux aussi créditeurs. Mais d'où vient l'argent initial ? Des dépôts des autres clients de la banque ? Si ce sont ceux du plombier, électricien ou menuisier d'un autre

emprunteur, vous comprenez que le serpent se mord la queue.

En réalité, l'argent vient de nulle part. Nous sommes dans un système où "les crédits font les dépôts" et non l'inverse. La monnaie d'aujourd'hui est la masse de crédit avec laquelle fonctionne l'activité économique. Les banquiers centraux sont là pour en réguler la quantité. Si le taux directeur est relevé, la quantité de crédit croît moins vite. Si le taux directeur est abaissé la quantité de crédit croît plus vite. Vous remarquerez, cher lecteur sagace, que la quantité de crédit croît toujours... Il y a une bonne raison.

Si la quantité de crédit augmente plus vite que la production de choses à échanger, le prix de ces choses augmente. L'augmentation du crédit a ainsi conduit à renchérir de façon artificielle l'immobilier et beaucoup d'autres biens un peu partout dans le monde.

▪ **La bonne petite inflation des banquiers centraux n'est que du vol**

On lit et entend souvent qu'une inflation de 2% est un objectif de banquier central et que le problème d'aujourd'hui serait un manque d'inflation. Mais pourquoi une hausse générale des prix serait-elle souhaitable ? Chacun, dans sa vie de tous les jours ne s'efforce-t-il pas de faire mieux avec moins de moyens, ce qu'on appelle les gains de productivité ? Le capitalisme est naturellement déflationniste, on le voit très bien dans les prix des nouveautés dans tous les domaines. Ordinateurs, appareils photos numériques, imprimantes 3D, lasers, sont d'abord des produits coûteux puis leurs prix baissent au fur et à mesure de leur diffusion, des gains de productivité et de l'émergence de la concurrence.

Pourquoi alors nous faudrait-il au contraire de l'inflation ?

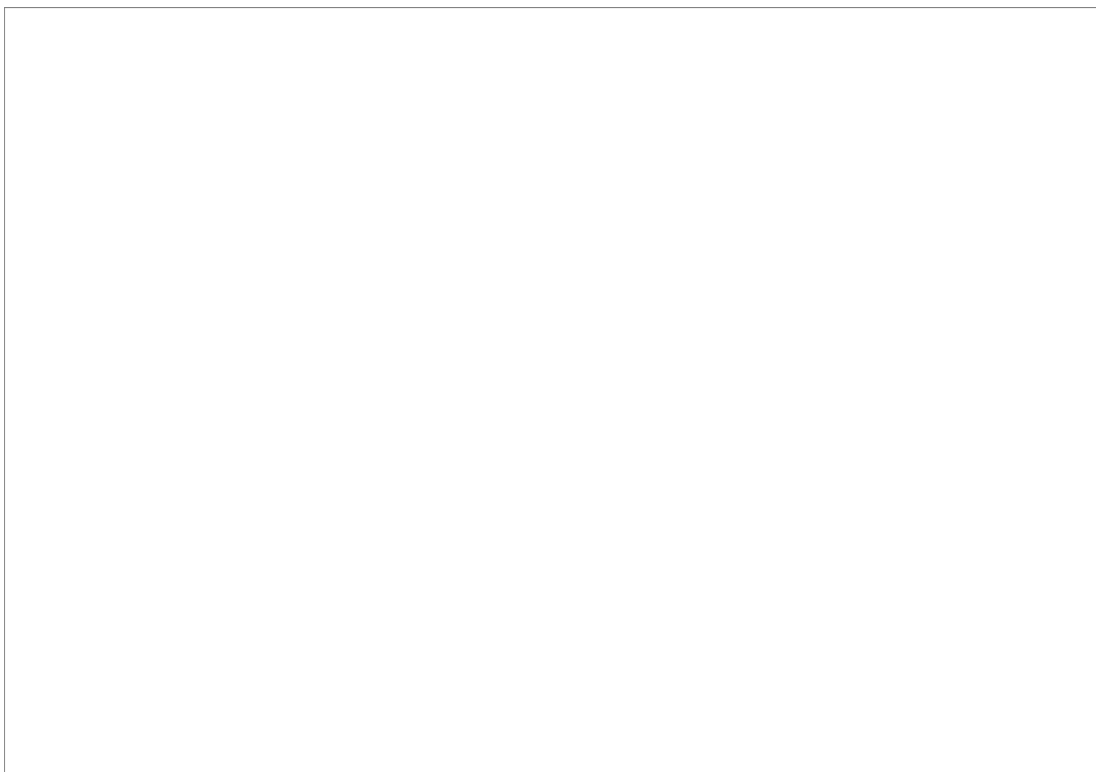
Ne cherchez pas, il n'y a aucune bonne raison pour nous, consommateur, entrepreneurs, salariés, contribuables. En revanche, il y a beaucoup de très bonnes raisons pour les banquiers et les gouvernements. Des prix en hausse poussent les gens à acquérir tout de suite quelque chose. C'est donc les pousser vers le crédit, ce qui fait bien les affaires des banques qui vendent... du crédit. Des prix qui montent permettent aussi aux gouvernements de collecter plus de taxes sur la valeur ajoutée et de rembourser leurs dettes à long terme en monnaie dévalorisée.

Avec l'inflation, les banquiers centraux vous volent vos gains de productivité et les redistribuent à leurs amis des banques commerciales et du gouvernement. C'est normal, on ne mord pas la main qui vous nourrit. 2% c'est le juste taux : suffisant

pour que tout cela se produise mais pas trop élevé afin que le bon peuple ne s'aperçoive de rien.

▪ **A défaut de bonne petite inflation, des taux négatifs feront l'affaire**

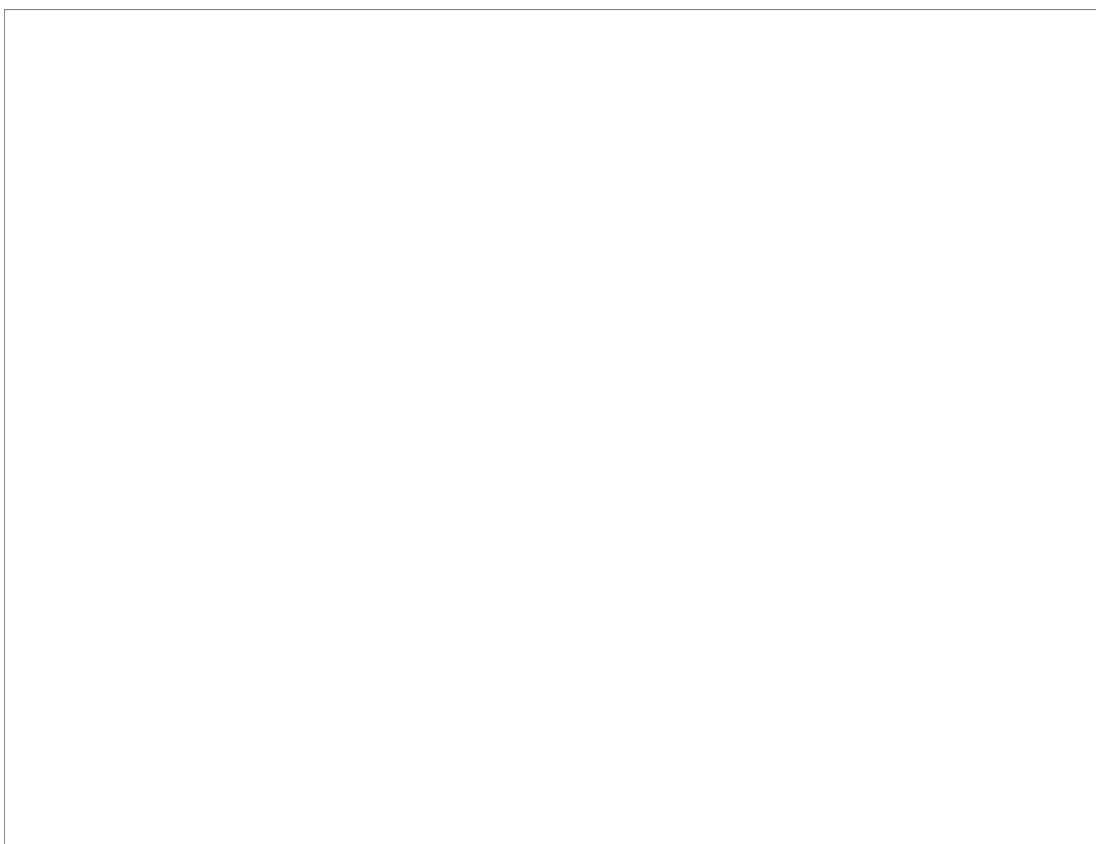
Mais voilà que le vent tourne. Les taux sont au plus bas tandis que les emprunteurs solvables se font rares. L'inflation refuse de décoller. Elle est passée sous le seuil critique de 2% en 2012. Elle s'établit à 0,308% dans les pays développés.



Source FMI

Nos banquiers centraux ont donc trouvé un autre moyen de nous voler : les taux négatifs. Ce que l'inflation faisait, des taux négatifs peuvent très bien le faire. Chaque dépôt en banque serait ainsi doucement amputé d'un faible pourcentage.

Nous subissons déjà une forme de taux négatifs sous la forme de frais de tenue de compte appliqués par de plus en plus de banques.



Evidemment, cette ponction est une somme fixe, pas un pourcentage, qui ne profite qu'aux banques commerciales et pas aux caisses du Trésor public. Mais l'habitude est déjà prise et il n'y a que le premier pas qui compte.

Avoir un compte en banque est obligatoire, il ne reste plus qu'à supprimer le cash pour pouvoir imposer les taux négatifs. Cela vous paraît ahurissant ? Réfléchissez à la TVA, ce merveilleux impôt collecté par les entreprises et mis en place en 1966. Des taux négatifs seraient un autre merveilleux impôt collecté par les banques. Tous les banquiers centraux du monde en rêvent... ainsi que la plupart de leurs économistes conseillers.

Si vous en avez assez d'être les cobayes des banquiers centraux, signez notre pétition et faites-la circuler.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/banques-centrales-2/>
Copyright © Publications Agora

Les revenus ont-ils vraiment été divisés par deux depuis 1975 aux Etats-Unis ?

Rédigé le 12 novembre 2015 par Bill Bonner | La Chronique Agora

▪ Nous le disons souvent : toutes les opinions sont disponibles.
Tous les faits aussi. Cette semaine, notre ami l'économiste Pierre Lemieux a remis nos chiffres en question :

"Vous écrivez qu'en termes réels, l'homme moyen en âge de travailler aux Etats-Unis gagne moins aujourd'hui qu'en 1975. Où avez-vous eu ces chiffres ? Même les données remarquablement peu fiables du Census Bureau sur le revenu familial médian ne sont pas aussi sombres. [...] Toutes les données que je connais montrent qu'aux Etats-Unis, les revenus réels ont augmenté au cours des 40 dernières années. Je suis certain qu'il en est de même en Europe. Certains prix ont augmenté — comme l'immobilier — par rapport à d'autres, et il est certainement plus difficile d'acheter une maison maintenant qu'à l'époque. La plupart des autres choses sont plus abordables, y compris pour le travailleur moyen. Il suffit d'observer autour de soi : regardez les voitures, les télévisions, les bateaux, les voyages, les appareils ménagers, les restaurants (sans parler des ordinateurs)... Regardez les voitures de leurs enfants, leurs iPhones, leurs chaussures, etc. En fait, regardez leurs chaussures de marches avec Thinsulate et Gore-Tex" !"

Nous ne faisons guère confiance aux chiffres ou aux statistiques. Sauf dans le monde des sciences, où ils signifient des choses précises, ce sont en majeure partie des mensonges et des malentendus. Nombre d'entre eux sont faux. D'autres sont de pures inventions. Nous ne leur faisons pas confiance — surtout quand il s'agit de l'un de nos propres chiffres.

On pourrait penser qu'il serait relativement simple de décider si les revenus ont grimpé — mais ce n'est pas le cas. On peut commencer avec les données brutes. Ensuite, il faut faire le calcul de l'inflation... et c'est là que les ennuis commencent. Combien vaut aujourd'hui un dollar de 1975 ?

Nous ne voulons pas induire nos lecteurs avec des statistiques erronées, si bien que nous avons mis notre équipe de recherches au travail.

"Les données sont de notre côté", dit Nick Rokke. "Le revenu réel [pour les hommes] était plus élevé en 1967".

Les données du Census Bureau mettent en effet les revenus d'un Américain, en dollars de 2012, à 37 000 \$ en 1967. Aujourd'hui, ils approchent des 34 000 \$.

Nous avons également vu qu'une baisse des revenus avait été rapportée comme un "fait" dans le New York Times le 22 octobre 2012 :

"[...] le revenu réel de l'homme [américain] médian a en fait décliné de 19% depuis 1970. Cela signifie que l'homme médian gagnait autant en 2010 que l'homme médian en 1964 — il y a près d'un demi-siècle. Les hommes ayant fait moins d'études sont confrontés à un tableau encore plus morose ; les revenus de l'homme médian ayant [l'équivalent du baccalauréat] et aucun autre diplôme ont chuté de 41% entre 1970 et 2010".

▪ **Attendez. Ce n'est pas si simple...**

Pierre nous est revenu avec ceci :

"Ces données semblent (un peu) plus censées pour les hommes. Mais, comme je le pensais, les chiffres viennent de données peu fiables du Census Bureau. Le Census Bureau les obtient de son recensement de population, qui revient en gros à demander aux gens combien ils gagnent. [...] Notez aussi que les données du recensement n'incluent pas les avantages en nature (comme les bons alimentaires, avantages aux salariés etc.)".

C'est vrai. Ajoutez les t-shirts gratuits offerts par le CE et les allocations de l'Etat-Providence, et on semble avoir un homme qui s'en tire mieux. Mais sans doute pas beaucoup mieux.

Si l'on prend les chiffres bruts, le travailleur moyen gagnait 8 853 \$ (en dollars 2014) en 1975. A présent, il gagne 36 302 \$. Ford a mis son F-150 sur le marché en 1975. Nous n'avons pas trouvé de chiffre exact, mais il semblait être vendu 5 000 \$ environ. Aujourd'hui, un F-150 SuperCab se vend environ 28 000 \$. Une maison moyenne valait environ 39 000 \$ en 1975. Aujourd'hui, elle est à 364 100 \$. En termes très bruts, si un homme voulait acheter une maison et une voiture en 1975, il devait travailler cinq ans et un jour pour se les payer. S'il veut une maison et une voiture aujourd'hui, il doit travailler plus de 10 ans.

Oh là... On dirait que son revenu réel a été divisé par deux.

Bien entendu, ce n'est jamais aussi simple. De nos jours, on obtient plus de qualité, de surface etc. pour son argent. Ce qu'il y a de remarquable, toutefois, c'est que nous devons faire le calcul. Nous ne devrions même pas nous poser la

question. Il devrait être évident que nous nous en sortons tous bien mieux aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle.

Ce devrait être la période de l'histoire la plus propice aux progrès financiers. Jamais encore il n'y a eu tant d'inventeurs et d'entrepreneurs. Jamais encore il n'y a eu tant de gens fabriquant des choses... et tant de consommateurs avec de l'argent en poche pour les acheter. Et jamais encore il n'y a eu tant de législateurs de bonne volonté, d'économistes diplômés, de chercheurs curieux, de politiciens diligents et de bonnes âmes désintéressées... des millions de gens faisant tous de leur mieux pour nous rendre plus heureux, plus riches et en meilleure santé !

On dirait que quelque chose a mal tourné.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/revenus-etats-unis/>

Copyright © Publications Agora

Analyse d'un crime impuni

Article Bruno Bertez du 11 novembre 2015

Titre : Analyse d'un crime impuni

Ces derniers jours, aux Etats-Unis, s'est développé un débat passionnant. Le prix Nobel Michael Spence et Larry Summers se sont opposés sur la question de la politique monétaire et son incidence sur l'investissement productif.

Nous nous sommes intéressés à ce débat. Nous l'avons déjà abordé et ce de façon plus radicale que celle de Michael Spence : nous soutenons que la politique monétaire est déflationniste et productrice de chômage et de régression.

Le prix Nobel soutient que la politique de la Fed pénalise l'investissement productif en détournant le capital de l'économie réelle vers la finance et l'achat d'actifs financiers à la fois aux USA et ailleurs dans le monde.

La politique monétaire conduit les managers d'entreprises à mener des politiques « shareholder friendly », favorables aux actionnaires, ce qui leur fait préférer les rachats d'actions aux investissements dans de nouveaux équipements. Il déplore qu'une politique publique biaise les décisions des entreprises et les incite à préférer les assets papiers aux investissements dans l'économie réelle.

Larry Summers soutient que cette critique de la Fed est une tautologie. Selon lui, le prix Nobel pense faux. « La politique monétaire a été stimulante, et l'investissement a été faible dans cette reprise, mais cela ne prouve pas que ce soit la faute de la politique monétaire si l'investissement est faible ». Summers ironise,

« il y a une corrélation entre le recours aux oncologues et le cancer, mais cela ne prouve pas que les oncologues soient responsables du cancer ». Et il ajoute, dans une reprise faible, on est en droit de s'attendre à ce que l'investissement soit faible et que la politique monétaire soit stimulante, tout cela ne prouve rien. Corrélation ne prouve pas causation ».

Le prix Nobel n'a eu aucun mal à ridiculiser Summers en faisant remarquer que celui-ci détournait sa thèse : Spence en effet n'affirme pas que la politique monétaire réduit l'investissement productif, il dit simplement que les Quantitative Easing redirigent le capital de l'économie réelle vers les assets financiers » .

Tout cela est tellement évident que l'on a peine à comprendre l'intérêt du débat soulevé par Summers sur corrélation et causation. Bien entendu, en économie dite moderne, la notion de cause a mauvaise presse, car si on la conservait, on serait obligé de rester à l'intérieur de la logique, de la non-contradiction et d'explicitier les articulations organiques entre les propositions de la pensée dominante et ainsi de reconnaître la fausseté de beaucoup de ces propositions. L'économie moderne n'aime pas la pensée classique explicative avec les causes et les effets, elle adore les « modèles » avec leur opacité. Elle préfère ignorer le caractère idéologique des modèles et les transformer en outils pour imposer de vérités soi-disant éternelles, mais « bidon ».

Si vous retirez du rendement du portefeuille mondial en achetant des titres longs qui rapportent, vous injectez en contrepartie du cash qui ne rapporte rien dans les réserves. Ce cash (notre fameux mistigri) part à la recherche d'un emploi rentable et il a tendance à suivre la ligne de plus grande pente du profit facile, sûr, rapide. Cela est normal. Il reste dans la même catégorie, la catégorie « papier » que celle de son origine. Le cash mistigri est un déversement, son mouvement est « top down ».

En sens inverse, l'équipement productif est « bottom-up », ce qui est premier, c'est l'attrait de l'investissement, son taux de rentabilité interne, ensuite seulement, on le compare au financement. S'il n'y a pas d'investissement attractif, en fonction de la logique de l'entreprise, de ce qu'elle sait faire, en fonction de son fonds de commerce et surtout de son passé, elle n'investit pas. Cela n'empêche pas le responsable des finances de rechercher comment bénéficier de la manne de l'argent gratuit surabondant et de développer ses fonctions bancaires ou ses fonctions d'ingénieur financier. Il y est obligé car d'autres le font. Le capitalisme, c'est la concurrence pour le profit. Et, bien entendu, comme lui-même et ses autres collègues managers sont payés en bonus et stock-options, il se tourne vers le rachat d'actions.

L'ingénierie financière permet de fabriquer du bénéfice par action en utilisant la capacité d'endettement du capital, en « usant » cette capacité d'endettement, c'est à dire en remplaçant du capital par de la dette. Cela fait monter le cours de bourse, évite d'être « viré » par une OPA et cela fait de gros bonus. La dé-capitalisation de l'entreprise par le leverage comme nous l'avons dit, accélère la croissance des bénéfices par action, entretient la hausse du cours de bourse et crée une dynamique.

Dans le cadre de cette dynamique, de cette nouvelle logique qui est financière, on peut compléter par des fusions-acquisitions, du Privat Equity, etc. La mécanique est lancée. Cette mécanique conduit à réduire les risques d'entreprise, ceux de l'activité productive, afin de continuer d'optimiser le cours de Bourse. On remarque que l'on réduit le risque d'entreprise par l'augmentation du risque financier. On raisonne plus court, et surtout autrement.

En fait, c'est un autre monde qui se crée avec d'autres règles et d'autres critères. On se focalise sur le marché financier, sur les données financières, sur les discours de la Fed. Peu à peu, tout se passe comme si c'était la règle du jeu de l'activité économique qui mutait. Peu à peu, tout cela supplante, culturellement, les données de l'économie productive et cela est normal puisque cela correspond au principe universel du moindre effort.

Le prix Nobel Michael Spence a raison de dire que les QE redirigent le capital de l'économie réelle vers les assets financiers, mais, ce ne sont pas les QE qui constituent la cause première de ce mouvement, ce qui est la cause première, déterminante, c'est l'insuffisance des opportunités d'investissement productif.

L'investissement productif n'est pas assez rentable pour diverses raisons, qu'il n'est pas le lieu d'analyser ici, et si vous injectez dans le Système mondial des liquidités qui ne rapportent rien, mais qui, en plus, sont de maturité courte, alors ces liquidités suivent la ligne de plus grande pente de la liquidité, de la rentabilité rapide et maximum. Elles vont faire l'arbitrage entre la rentabilité du capital ancien et la rentabilité du capital productif nouveau ; elles vont gonfler les cours/prix du capital ancien déjà disponible sur le marché de l'occasion, elles vont donc baisser sa rentabilité pour le remettre au niveau bas de celle du capital neuf. N'oubliez jamais que faire monter le prix des assets, c'est toujours faire baisser leur rendement interne. L'excès de liquidités introduit par les QE alimente l'arbitrage entre le capital ancien, le capital d'occasion (boursier, financiarisé) et le capital neuf (productif). Par quasi définition, le capital neuf supporte mal la concurrence du capital ancien car nous sommes dans un monde incertain, fragile, dont tout le monde sait qu'il est vulnérable aux chocs et surtout à un éventuel

changement de politique mondiale. Dans le monde moderne, il faut jouer vite.

L'articulation est la suivante :

- le taux de profit d'entreprise est devenu insuffisant et le risque trop élevé
- l'environnement est incertain, instable, fragile
- l'investissement productif d'entreprise est donc insuffisant car les opportunités sont trop rares.

Les QE et politiques monétaires stimulantes créent une dynamique sur les marchés financiers qui rend la performance des placements en capital ancien, des placements représentatifs de capital ancien, plus attrayants et moins risqués que les emplois en capital productif neuf. La comparaison entre les récompenses procurées par l'investissement productif et les récompenses, les performances des emplois en assets financiers est au détriment de l'investissement en économie réelle. Tout cela est à la fois aberrant et rationnel.

Le pire est que la baisse des taux sur les capitaux financiers mis à la disposition des employeurs de fonds ne produit pas les effets rééquilibrants de cette concurrence. On pourrait se dire, si je mets les taux à 1%, alors je rends rentables tous les investissements productifs qui rapportent 2%, mais ce serait une imbécillité car, avec l'argent que l'on vous promet durablement à 1%, vous pouvez faire du leverage de quasi de 20 ou de 40X et ainsi envisager une performance financière qui rend ridicule la rentabilité prévisionnelle de tous vos investissements productifs d'entreprise.

L'idée centrale est que la concurrence est à l'œuvre entre les emplois financiers et les emplois productifs et que la mécanique financière Ponzi, qui permet des performances financières sans limite, joue sans cesse au désavantage de l'investissement productif et de l'économie réelle ; il est plus facile, dans le monde actuel, de s'enrichir en spéculant, qu'en prenant le risque d'entreprise. Et ce sont les Banques Centrales qui produisent cette anomalie. Non seulement par les QE et les taux zéro, mais avec leurs théories financières idiotes qui, en fait, sont très favorables aux emplois financiers, par la définition du risque et des performances comme des données internes aux marchés. La névrose des marchés conduit à faire en sorte que, toujours, dans le cadre présent, l'investissement d'entreprise soit pénalisé et qu'il ne supporte pas la concurrence. En réduisant la volatilité, en assurant le risque financier, en réduisant artificiellement le risk (la volatilité) des investissements en assets financiers, les responsables de la politique monétaire renforcent l'attrait de ces papiers, lesquels font encore plus concurrence aux investissements productifs. La politique actuelle qui vise à ne jamais perturber les marchés et à maintenir des conditions financières ultra laxistes et à s'opposer à

tout resserrement, cette politique détruit l'investissement productif dans la mesure où elle favorise artificiellement l'emploi de capitaux dans les achats d'assets papiers! Ces politiques rendent sans risque, ce qui, sans elles, aux niveaux actuels, serait très, très risqué.

Mais le cercle ne s'arrête pas là, car il est devenu vicieux, nous ne ferons qu'évoquer cet aspect, nous l'avons déjà traité. La politique des QE, des taux nuls et des assurances données aux acheteurs d'assets financiers, produit une valorisation élevée de ces actifs financiers. La solidarité de fait qui a été créée entre les managers des entreprises et les détenteurs du capital par le bais des bonus et des stock-options conduit obligatoirement le management à vouloir satisfaire les exigences et les besoins des détenteurs de capital et surtout à ne pas les décevoir.

Vous voyez chaque trimestre, au moment de la publication des résultats, telle firme (Sanofi par exemple) annoncer ses résultats et, en même temps, des licenciements. Ce que l'on appelle des licenciements boursiers. Elle est obligée, comme l'on dit, de « délivrer », c'est à dire de délivrer les promesses de bénéfices qui sont incluses dans le cours de bourse. Rappel: un cours de bourse est une somme de bénéfices à venir sur longue période, actualisée. Si le cours de bourse a monté, vous êtes en tant que manager obligé de ratifier ce cours de bourse et, pour ce faire, de prendre des initiatives sur la productivité, l'emploi, les délocalisations, les abandons de production moins rentables, l'emploi du cash-flow disponible, etc. La cherté des cours de Bourse renforce la contrainte de profit qui pèse sur les entreprises et leurs managers, cette contrainte est déflationniste et plus vous haussez les cours de bourse, plus vous devez réduire les salaires, le nombre d'emplois et pressurer vos sous-traitants. Ainsi le niveau élevé des cours de Bourse conduit à pressurer les revenus des agents économiques qui concourent à la production et, ce faisant, ils restreignent leur demande. La demande globale devient insuffisante pour justifier des investissements.

La politique monétaire non conventionnelle, les QE, les taux nuls ou négatifs, les assurances données par les Banques Centrales, les politiques de transparence, tout cela favorise la concurrence entre les emplois financiers du capital et l'investissement productif. A ce titre, tout cela renforce les pressions déflationnistes qui pèsent sur la croissance et la production de vraies richesses. Tout cela pèse sur l'emploi. Tout cela est cyniquement criminel.

La Grèce, épisode « on ne compte plus »

Rédigé le 12 novembre 2015 par Cécile Chevré | La Quotidienne d'Agora

Voici un article que j'ai plusieurs fois commencé et abandonné, pour y revenir ensuite. La raison ? Son sujet, la Grèce. Après le pic de tensions l'été dernier autour d'une sortie, ou pas, de la Grèce de la Zone euro, je suis – tout comme vous, je suppose – parvenue à un tel degré de saturation sur cette histoire qu'il m'était impossible de me replonger dans le sujet.

Pourquoi une telle saturation ? Elle tient certainement à l'exaspération que je ressens face à l'indigence des "solutions" qui ont été proposées en juin dernier. Il fallait vraiment être d'un optimisme coupable pour croire que la question grecque était réglée. Et de fait, elle n'est et ne l'a jamais été.

Alors, oui, certes, Tsipras, qui a obtenu un nouveau mandat, a fini par céder devant l'ex-Troïka renommée pour l'occasion "Groupe de Bruxelles" mais demeure non résolue la question fondamentale, celle que tout le monde ou presque feint d'ignorer. Cette question est : comment la Grèce peut-elle rembourser ses 312 milliards de dettes (à fin juin dernier) ?

Car le compromis trouvé (imposé) en juin dernier ne réglait (et encore) le sort que d'une petite partie des intérêts et de dettes de court terme. 13 milliards d'euros ont été versés mais le gros du problème est toujours bel et bien là et personne n'a vraiment de solution à proposer, et ce alors que le déficit du pays dépasse les 180% du PIB. Seule solution viable, mais que refuse catégoriquement le groupe de Bruxelles, la restructuration.

Le gros du problème a donc été caché sous le tapis, et tout le monde feint de ne pas l'apercevoir. Cela arrange tout le monde même si c'est évidemment complètement stupide à long terme. Je suis donc extrêmement exaspérée.

Deux milliards d'aide en suspens

Et cela ne va pas s'arranger... La Zone euro était censée verser en octobre deux milliards d'euros, en échange de réformes. Mais ce versement a rapidement tourné court et Athènes vient d'obtenir une semaine de délai pour se plier aux exigences de ses créanciers – et débloquer les deux milliards attendus.

Ces deux milliards doivent alimenter le fonctionnement de l'Etat. Pour la Grèce, ce report ne devrait pas la mettre de nouveau en situation de défaut de paiement mais poser des problèmes de fonctionnement interne.

Mais revenons aux raisons de ce blocage qui tournent, une nouvelle fois, autour

des réformes que le gouvernement grec s'est engagé à mettre en place – avec un pistolet sur la tempe. Tsipras a récemment fait passer deux ensembles de lois destinées à satisfaire le Groupe de Bruxelles : retraites à nouveau revues à la baisse, réforme de l'impôt sur le revenu, libéralisation de certains secteurs, ouverture à la concurrence pour certaines professions.

Le budget 2016 prévoit en outre 4,3 milliards d'euros d'économies supplémentaires. Une quarantaine de réformes votées dans l'indifférence presque générale en Europe mais qui devaient permettre le versement des deux milliards d'euros.

Les banques, talon d'Achille de la Grèce

Mais les banques grecques sont venues s'interposer entre Athènes et ses milliards. L'état catastrophique du système bancaire hellène ne devrait pas vous surprendre : entre les dettes souveraines grecques, les fuites de capitaux qui ont atteint des sommets lors de la crise du printemps dernier (ils sont estimés à plus de 90 milliards d'euros depuis 2010), les défaillances sur les crédits des particuliers comme des entreprises, cela va mal, très mal pour elles.

Une recapitalisation est donc nécessaire. Pour quel montant ? Un récent état des lieux réalisés par la BCE chiffre ces besoins à 14,4 milliards d'euros. Hum... Permettez-moi d'en douter. Les stress tests réalisés par la BCE depuis le début de la crise de l'euro ont toujours eu tendance à trop largement sous-estimer les risques et donc les besoins en recapitalisation. Les récents déboires des banques européennes n'en sont que la dernière preuve.

Le gouvernement grec estime que ses banques pourront se débrouiller par elles-mêmes pour trouver 4,4 milliards d'euros...

Reste donc 10 milliards d'euros à trouver. 10 milliards qu'Athènes aimerait bien obtenir du groupe de Bruxelles ou du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Jusque-là, à part que ces chiffres me paraissent sous-estimés, rien de vraiment problématique, et ce d'autant plus que le MES a prévu une enveloppe d'un peu moins de 25 milliards pour venir en aide au système bancaire grec.

Les saisies immobilières au cœur des tensions

Alors que s'est-il passé pour que le ton monte à nouveau entre Athènes et ses créanciers et pour que ceux-ci fixent un nouvel ultimatum à Tsipras ? Le cœur du

problème est une réforme des saisies immobilières que le gouvernement Tsipras se refuse à faire passer. Celle-ci, imposée par le Groupe de Bruxelles, ferait passer de 250 000 euros à 120 000 euros la valeur du bien à partir duquel une saisie immobilière est possible. Athènes accepte de faire baisser ce seuil à 180 000 euros mais veut exclure les résidences principales de cette réforme.

A première vue – à la seconde aussi –, la demande des créanciers de la Grèce paraît particulièrement sévère, voire inique, alors que la Grèce est plongée dans une crise économique majeure. Niveau communication, on a vu mieux...

Mais pour le Groupe de Bruxelles peu importe, ce qui compte c'est l'état des banques grecques. Aujourd'hui, elles sont confrontées à un nouvel problème, l'explosion des crédits qui ne pourront pas être remboursés. On estime ainsi qu'environ 45% souscrits aussi bien par des entreprises que des particuliers ne pourront pas être remboursés. Pour les banques, les pertes potentielles sont énormes et ne les encouragent pas à accorder de nouveaux prêts.

Pour le Groupe de Bruxelles, il est donc indispensable de revoir les conditions de saisies immobilières alors que la loi actuelle protège environ 80% des biens.

Du côté d'Athènes, une telle mesure coûterait trop cher aux Grecs alors que la récession économique est de plus en plus violente. En pratique, elle signifierait plus de dizaines de milliers d'expulsions (environ 150 000 selon certaines estimations). Un coût politique et économique lourd alors que les mouvements de grève et de protestations se multiplient en Grèce.

Pour ne rien arranger, Tsipras a toutes les raisons du monde pour souhaiter un rapide règlement du problème posé par la recapitalisation de ses banques. Après le 31 décembre prochain, la nouvelle directive européenne sur le redressement des banques et résolution de leurs défaillances entrera en vigueur. Or cette nouvelle directive prévoit le bail-in en cas de défaillance d'une banque – à savoir un prélèvement imposé sur les dépôts supérieurs à 100 000 euros en cas de besoin. Il faut donc que Tsipras trouve une solution d'ici la fin de l'année.

Plus d'infos sur : <http://quotidienne-agera.fr/grece-immobilier-banques/>
Copyright © Publications Agora

ÉCLAIRAGES SUR LA DETTE

par François Leclerc 11 novembre 2015

Comment réduire l'endettement public ? Cette lancinante question toujours pratiquement sans réponse ne va pas tarder à réapparaître dans l'actualité à propos de la Grèce. Mais ceux qui ne veulent pas la prendre à bras le corps auront beau jeu dans ce cas de proposer de rallonger la période de grâce pour repousser à dans des dizaines d'années la constatation qu'elle n'est pas soutenable. Grosse inconnue : le FMI se laissera-t-il prendre ?

Simultanément, les dirigeants européens tentent de susciter la relance en favorisant le crédit bancaire aux entreprises, mais la recette de la croissance aux bons soins de la machine à fabriquer de la dette ne fonctionne plus comme avant. Sans autre solution, ils vont aller chercher sur les marchés le financement d'un programme d'investissement dont ils n'ont pas les moyens, c'est le plan Juncker. Selon leur vision qui proscrie la redistribution de la richesse et laisse libre cours aux inégalités de se développer, la dette publique doit maigrir et la dette privée s'engraisser.

Tout le monde ne manifeste pas le même enthousiasme à ce sujet. Quand les analystes de Royal Bank of Scotland (RBS) veulent mettre en évidence le problème de l'endettement dans toute son ampleur, ils le considèrent dans sa totalité, sans faire de distinction entre dette publique et privée. Et ils aboutissent à un montant colossal, ainsi qu'à une très forte progression de celui-ci depuis le début du siècle jusqu'à 2009. Dans le cas de l'Europe, la dette globale double de 2000 à 2009 et passe de 20.000 à 40.000 milliards de dollars. Lorsque l'institut McKinsey l'examine dans la période 2007-2014, il aboutit à la conclusion que l'endettement global mondial progresse de 57.000 milliards de dollars depuis 2007, en distinguant non plus sa région mais son origine : les États, les établissements financiers, les entreprises, les ménages.

Les faits sont là, la bulle du crédit ne cesse d'augmenter. La machine à faire du crédit a ses ratés mais elle n'est pas arrêtée, apportant sa contribution à l'accroissement de la masse des actifs financiers dont le volume est déjà démesuré par rapport à la taille de l'économie. Une fois n'est pas coutume, laissons la parole à ce sujet à Jean-Marc Vittori, le chroniqueur des Échos qui en décrit le résultat.

« Résultat ? Un monde boursouflé de dettes. Un monde où la croissance ne suffira pas à dégager l'argent pour les servir, où l'inflation est trop faible pour les effacer, où relever les taux d'intérêt revient à jouer avec une boîte d'allumettes dans une poudrière. La « décennie perdue » de l'Amérique latine dans les années

1980 l'a montré : tant que la question de la dette n'a pas de réponse, tant que les créanciers n'acceptent pas l'amère réalité en prenant leurs pertes, une vraie croissance relève de l'espoir vain. » C'est lui qui le dit.

Tôt ou tard, il faudra y venir, mais il faut aller plus loin. Il est établi que la croissance de la dette publique a largement résulté de la crise financière, mais les chiffres montrent que celle de la dette privée a commencé bien avant et qu'elle avait une autre fonction. L'exemple du *miracle brésilien* qui s'est terminé en témoigne parmi bien d'autres. Il a eu pour effet l'accession des *classes moyennes* à un niveau de consommation inédit, effet de l'amélioration de l'emploi mais aussi de la généreuse distribution de crédits à la consommation par les banques.

La détérioration de la situation économique et la récession aidant, un défaut de paiement touche désormais 40% des détenteurs de ces crédits. Le Brésil a connu une euphorie du crédit, qui est maintenant difficilement remboursé par les membres des couches moyennes brésiliennes aux plus faibles revenus (1). Le surendettement a été masqué par la généralisation du paiement en plusieurs versements étalé sur plusieurs mois, une pratique courante permettant par exemple de régler ainsi son billet d'avion. Un réseau de magasins de vente d'électroménager a fait fortune avec ce système, annonçant un « crédit sans intérêt » après avoir augmenté le prix de l'équipement pour intégrer celui-ci !

Une étude du FMI s'est penchée sur le sort des « prêts non performants » (NPL) en Europe, dont le volume exprimé en pourcentage du PBI a doublé de 2009 à 2014, passant de 4,5% à 9%. Premiers contributeurs à l'emploi, les petites et moyennes entreprises en sont à l'origine pour la plus grande part, plus particulièrement dans les pays du sud de l'Europe, Italie comprise.

Après d'autres, l'étude constate que les banques européennes sont loin d'avoir fait le ménage dans ce domaine, comparées à leurs consœurs américaines et japonaises, alors que leur stock de NPL est supérieur. En toute logique, et afin de clarifier la situation pour la dépasser, elle préconise de durcir la supervision des banques et de réformer les procédures de faillite des entreprises afin de les rendre plus efficaces et rapides. Elle ne s'arrête pas là et propose aussi de développer un marché des actifs dépréciés, suggérant d'enclencher le processus en créant des sociétés publiques sur le modèle de la Sareb espagnole qui a récolté les NPL des banques en détresse afin de permettre leur restructuration. Selon les auteurs, un tel geste conduirait les investisseurs privés à prendre le relais. Posée en Italie, cette épineuse question n'a cependant toujours pas trouvé sa réponse, le gouvernement italien en douterait-il ?

Si le désendettement public n'est pas le remède, le développement de la dette

privée n'est pas la solution : encore un schéma de pensée qui fout le camp !

(1) Les disparités de revenu sont telles au sein de ces couches sociales qu'il existe 5 indices des prix calculés sur 5 paniers différents adaptés à leur consommation.

« L'AMF veut réguler le salaire des patrons... ! »

L'édito de Charles SANNAT ! 12 novembre 2015

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Tout ou presque dans notre société fonctionne comme un disque rayé.

C'est le cas par exemple de la lutte contre le chômage. J'ai 40 ans, et depuis que je suis en âge d'écouter les informations j'entends nos « dirigeants », qui ne dirigent plus grand chose, m'expliquer qu'il faut « lutter » contre le chômage. Le chômage augmente. Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

C'est le cas aussi de la croissance. Nous entendons tous depuis des années les mêmes mamamouchis nous expliquer qu'il faut relancer la croissance. Plus ils le disent, moins ils relancent quoi que ce soit. Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

Depuis que le mur de Berlin s'est effondré, le monde est devenu global. Mondialisé comme on dit. La mondialisation qui est une volonté de nos dirigeants a quelques effets secondaires assez désastreux, comme par exemple la désindustrialisation de nos pays. Alors on nous explique depuis 20 ans qu'il faut « ré-industrialiser » la France. Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

On nous dit qu'il faut augmenter et améliorer notre compétitivité... et plus nous l'améliorons, plus les autres l'améliorent aussi. Résultat ? Aucun résultat ! Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

On nous dit qu'il faut faire un choc de simplification. Tout le monde applaudit... mais cela fait 50 ans que l'on dit qu'il faut simplifier les lois et les codes. 50 ans que les lois et les codes s'épaississent chaque année. La vocation d'une administration est de demander des papiers. La vocation de l'Assemblée nationale de pondre des textes de loi chaque fois plus nombreux, et les textes finissent par corriger les défauts, des défauts, des défauts qui sont la conséquence des textes précédents. Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

Alors que l'on a laissé les banques et la finance faire, alors que l'on a supprimé les lois de séparation qui existaient entre les banques commerciales et les banques

d'affaires, on nous explique qu'il faut « moraliser » la finance, moraliser le capitalisme, ou plus drôle encore, que notre « ennemi, c'est la finance ». Dans les faits, il ne se passe rien. Nous parlons là encore uniquement de communication. Inutilité et vacuité de la parole et de l'action publique.

L'AMF veut réguler les salaires des patrons !

C'est dans ce contexte que l'AMF veut réguler le salaire des patrons, ce qui provoque chez moi, une crise de rire irrépressible devant autant de bêtise.

Tout d'abord l'AMF ferait mieux de s'occuper de l'ensemble des suspicions de délits d'initiés qui ne font pas l'objet d'enquête faute de moyen pour l'AMF et aussi d'autorité.

Mais au-delà, il n'y a pas en réalité, grand chose à réguler. Des conseils d'administration décident de la rémunération de grands patrons (qui sont des salariés comme les autres) tout en sachant que ne siègent dans ces conseils d'administration que des grands patrons ou presque.

C'est donc des bandes de copains qui décident de s'augmenter autour d'une bonne bouffe et de se protéger mutuellement... brillant !

On me dira mais il y a des « administrateurs salariés »... je vous dirais, oui et... et alors ? Mais vous croyez quoi ? Que les administrateurs salariés sont un problème ? En aucun cas, ils sont un alibi de la bonne conscience et de la bonne gouvernance. Je vous rappelle que dans administrateur salarié, il y a avant tout le terme salarié, et j'attends de voir le petit gus de Renault « administrateur salarié » aller faire la morale au grand patron super gentil et top sympa du groupe Renault en lui expliquant qu'il gagne trop... non mais vous imaginez quoi ?

L'administrateur salarié ne sert à rien. Il est une escroquerie intellectuelle, d'ailleurs un peu comme l'est devenu le principe du syndicat. Un syndicat aujourd'hui ne sert plus à rien si ce n'est à encadrer un mécontentement pour que la situation reste sous contrôle.

La politique réduite à la communication !

Sur tous les sujets, il n'y a donc plus que des séquences de communication. On vous explique après chaque scandale que l'on va faire un truc. Aujourd'hui c'était sur le salaire des patrons.

La dernière fois c'est le MEDEF qui avait proposé un « code de bonne conduite ». Cela avait fait largement gloser, tout le petit monde s'était agité. Et... ? Rien du tout.

Cette fois pour le même sujet on ne pouvait pas décemment demander au MEDEF de revoir la révision de son code, de la charte, ou de la convention de bonne conduite des gentils patrons.

Non, il fallait quelqu'un d'autre pour faire croire que l'on allait faire quelque chose. Alors on a sorti l'AMF du chapeau.

Puis on s'empressera d'oublier tout ça quand les gens penseront à un autre sujet. Bref, de la communication.

Quand l'action publique se résume à la mise en place d'une succession ininterrompue de séquences de communication, c'est qu'il n'y a plus rien à attendre et nous devons collectivement tirer les conséquences de cet état de fait, car plus la situation deviendra difficile et c'est le cas, rien ne s'arrange et tout s'aggrave, plus nous nous retrouverons seuls face aux événements et à leurs conséquences concrètes. Il faut intégrer dans nos projets, dans nos choix, dans nos actions d'agents économiques, que l'Etat, désormais, n'a plus aucune utilité mais un immense pouvoir de nuisance. Un pouvoir de nuisance qu'il utilisera d'ailleurs de plus en plus au fur-à-mesure que sur tout le reste il n'arrive plus à rien. Cela peut sembler un paradoxe, pourtant c'est une constante de l'ensemble des systèmes en cours d'effondrement. Ils poussent leur logique folle jusqu'aux limites. A la fin d'ailleurs, cela hâte la chute. Nous nous approchons de ce moment.

Préparez-vous, il est déjà trop tard !

La Chine intensifie les mesures prises pour stimuler la consommation

La Chine va faire des plans de relance pour relancer sa croissance.

Pour relancer sa croissance la Chine va augmenter et gonfler sa demande intérieure, car côté demande extérieure apparemment ce n'est pas l'extase.

Et au fait, c'est qui qui fait la demande extérieure de la Chine? Oui, bravo, c'est ça, l'Europe et les Etats-Unis.

Charles SANNAT

BEIJING, 11 novembre (Xinhua) — La Chine intensifiera ses efforts pour consolider la consommation et stimuler la demande intérieure face à la tendance continue à la baisse induite par le ralentissement de la croissance, selon une circulaire publiée mercredi, à l'issue d'une réunion régulière du Conseil des affaires d'Etat, présidée par le Premier ministre chinois Li Keqiang.

Le gouvernement accélérera la réforme et l'innovation pour dynamiser la

consommation, indique le document publié.

Le Conseil des affaires d'Etat a décidé que les autorités élargiraient l'accès au marché en faveur des investisseurs privés et réduiraient graduellement les restrictions sur les capitaux étrangers. Le gouvernement s'efforcera d'améliorer l'environnement du secteur et de la consommation par le renforcement de la supervision, de la protection des droits de propriété intellectuelle et de la lutte contre les produits contrefaits.

La Chine encouragera les entreprises à adopter les nouvelles technologies et de nouveaux matériaux pour améliorer la qualité de leurs produits, selon la circulaire.

Face au ralentissement de la croissance, la Chine compte maintenant davantage sur la consommation intérieure pour qu'elle se substitue aux vieux moteurs de l'économie et qu'elle stimule la croissance.

L'économie chinoise a progressé de 6,9% en glissement annuel au cours des trois premiers semestres, soit le niveau le plus modeste depuis le deuxième semestre de 2009.

[Grenoble, prochaine ville sous tutelle ?](#)

C'est un article absolument surréaliste du journal La Tribune concernant la Mairie de Grenoble qui serait incapable de faire face à la baisse des dotations de l'Etat et qui précipiterait la ville vers la faillite.

Evidemment, nous sommes tous d'accord sur le fait que le désengagement de l'Etat est difficile pour les villes, mais je suis sidéré par le fait qu'un maire, soit incapable d'envisager autre chose qu'une augmentation systématique, tous les ans de son budget qui ne pourrait que monter et ce pour l'éternité.

La mairie est donc dans l'impossibilité d'économiser, de réduire ses dépenses, ou d'affecter autrement son budget. Elle ne peut rien faire. C'est forcément la « faute à l'Etat », la faute à l'autre...

A un moment donné, il faut travailler, réfléchir, faire preuve de courage, et faire des choix. C'est valable pour les individus comme pour les collectivités.

Si Grenoble fait faillite ce sera donc la faute de la ville de Grenoble et de l'incurie et l'impécuniosité de ses dirigeants.

Gouverner c'est prévoir, et il ne faut pas être grand voyant pour se rendre compte qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses et qu'il va évidemment falloir faire plus avec beaucoup moins...

Charles SANNAT

[Source ici](#)

La dette publique US a atteint 65.000 mds USD

Charles Sannat 12 novembre 2015

Ce calcul est parfaitement juste. Evidemment, les dettes publiques, ne tiennent pas compte d'un nombre assez incroyable d'autres dépenses. C'est d'ailleurs tout aussi valable pour la France où la dette au sens strict est de 2 000 milliards mais si on est un peu plus large on est plus autour des 5 000 milliards d'euros.

Partout dans le monde et quel que soit le modèle économique, les réformes effectuées, la compétitivité, nous faisons face à un endettement monstrueux.

Ces dettes ne pourront jamais être remboursées et tout le monde le sait.

Or aux dettes correspondent des titres de dettes. Et c'est ces titres de dettes (les obligations) qui rémunèrent votre épargne, qui constituent votre épargne. C'est la raison pour laquelle vous devez fuir les placements financiers au sens large pour vous orienter au maximum vers les actifs tangibles, car il arrivera un moment où il faudra procéder à une immense purge de ces monceaux de dettes.

Ce jour-là, la variable d'ajustement, comme à chaque fois dans l'histoire, sera évidemment, l'épargne.

Charles SANNAT

Un tel bilan a été fait par l'ex-dirigeant du Government Accountability Office américain en calculant la somme de toutes les obligations non capitalisées du pays.

L'ex-dirigeant du Government Accountability Office (GAO) des Etats-Unis Dave Walker a déclaré qu'actuellement la dette publique du pays a atteint près de 65.000 milliards de dollars au lieu des 18.500 déclarés, rapporte lundi l'hebdomadaire américain [The Hill](#).

« Si vous rajoutez les pensions civiles et militaires non capitalisées à ces 18.500 milliards et des services de santé pour les retraités, les déficits supplémentaires dans le domaine de la sécurité sociale et l'assurance médicale d'Etat, ainsi que différentes obligations et les dépenses imprévues du gouvernement fédéral, le chiffre réel sera estimé à près de 65.000 milliards, et il augmente automatiquement en l'absence de réformes », a-t-il déclaré.

M. Walker, qui avait été à la tête du Government Accountability Office à l'époque de la présidence de Bill Clinton et George Walker Bush, a rajouté que la dette publique qui ne cesse d'augmenter empêche les Etats-Unis de réaliser telles ou

telles initiatives en matière de politique intérieure tout comme de politique étrangère.

Plus tôt, le président américain Barack Obama avait signé un budget pour l'année 2016, en protégeant ainsi le système financier du pays de l'effondrement qui pourrait surgir si le plafond de la dette publique n'était pas relevé.

[Source ici](#)

François Morin : «L'oligopole bancaire s'est transformé en hydre dévastatrice pour l'économie mondiale»

Par [Vittorio De Filippis](#) — 22 juillet 2015 [Liberation.fr](#)

Le transfert des dettes privées toxiques des 28 très grandes banques «systémiques» vers les Etats, lors de la dernière crise financière, explique les politiques de rigueur menées en Europe.

- François Morin : «L'oligopole bancaire s'est transformé en hydre dévastatrice pour l'économie mondiale»

Françaises, européennes ou américaines, toutes les autorités bancaires sont formelles : si le monde devait connaître une nouvelle crise financière comparable à celle de 2007, ni les Etats ni les contribuables n'en paieront les conséquences. Peut-on le croire ?

La réponse de François Morin est catégorique : c'est non. Dans *l'Hydre mondiale*, paru en mai, et dans lequel il fait parler des données chiffrées inédites, ce professeur émérite de sciences économiques à l'université de Toulouse montre comment 28 banques de taille mondiale constituent un oligopole qui est tout sauf d'intérêt public.

Pour mettre les citoyens à l'abri de désastres financiers à venir, l'auteur estime qu'il faut abattre ces banques qu'il compare à une hydre et rapatrier la monnaie dans le giron du public.

Comment une poignée de banques ont-elles pu prendre la forme d'une hydre mondiale ?

Le processus est parfaitement clair. Après la libéralisation de la sphère financière amorcée dans les années 70 (taux de change et d'intérêt dont les prix sont fixés par le marché et non plus par les Etats, et libéralisation des mouvements de capitaux), les marchés monétaires et financiers deviennent globaux vers le milieu des

années 90. Les plus grandes banques ont dû alors adapter impérativement leur taille à ce nouvel espace d'échanges, en fusionnant et en se restructurant. Les conditions d'émergence d'un oligopole à l'échelle mondiale ont été ainsi réunies. Celui-ci va très vite se coordonner à l'échelle internationale et sa taille va devenir gigantesque : le total de bilan des 28 banques de l'oligopole (50 341 milliards de dollars) est supérieur, en 2012, à la dette publique mondiale (48 957 milliards de dollars) !

Depuis 2012, on a découvert aussi que ces très grandes banques se sont entendues frauduleusement entre elles à partir du milieu des années 2000. Dès ce moment, cet oligopole s'est transformé en hydre dévastatrice pour l'économie mondiale.

En quoi ces banques sont-elles systémiques ?

Ces 28 banques ont été déclarées, à juste titre, «système» par le G20 de Cannes en 2011. L'analyse des causes de la crise financière de 2007-2008 ne pouvait laisser planer aucun doute sur la responsabilité de ces banques dans le déclenchement de la crise financière. En cause, les produits dérivés qui ont été répandus à l'époque et continuent d'être encore répandus dans le monde entier. Rappelons que ces produits dérivés sont des produits d'assurance, dont certains sont très spéculatifs. Leur déclenchement peut s'avérer catastrophique en cas de crise. Or, seulement 14 banques systémiques fabriquent ces produits dont l'encours notionnel (le montant des valeurs assurées) atteint 710 000 milliards de dollars, soit un peu plus de 10 fois le PIB mondial !

Et vous affirmez qu'elles pratiquent des ententes frauduleuses ?

De multiples analyses ont démontré que ces banques occupent des positions dominantes sur plusieurs grands marchés (celui des changes, des obligations et des produits dérivés). C'est le propre d'un oligopole. Mais, depuis 2012, les autorités judiciaires américaines, britanniques et la Commission européenne ont multiplié les enquêtes et les amendes qui démontrent que plusieurs de ces banques - et surtout onze d'entre elles (Bank of America, BNP-Paribas, Barclays, Citigroup, Crédit suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan Chase, Royal Bank of Scotland, UBS) - ont arrangé systématiquement des «ententes en bande organisée». Ainsi, des amendes de plusieurs milliards de dollars ont déjà été versées pour la manipulation du marché des changes ou du Libor [*taux d'intérêt interbancaire de référence établi à Londres, ndlr*].

Le monde est assis sur une montagne de bombes à retardement financières constituée uniquement par cette trentaine de banques ?

Il y a de toute évidence plusieurs bulles financières qui risquent à tout moment d'éclater. La bulle «actions» ne peut s'expliquer que par les injections énormes de liquidités des banques centrales. Mais surtout, il y a la bulle des dettes publiques qui frappent tous les grands pays. Les dettes privées toxiques de l'oligopole ont été transférées massivement aux Etats au moment de la dernière crise financière. Ce surendettement public, lié exclusivement à la crise et à ces banques, explique - dans le déni le plus complet des causes de la crise - les politiques de rigueur et d'austérité menées un peu partout. Ce surendettement est aussi la principale menace, comme on le voit en Grèce.

Régulation des produits dérivés, lutte contre le «shadow banking», encadrement des CDS, renforcement des fonds propres, séparation entre banques de dépôts et d'investissement... on ne peut pas dire que rien n'a été fait.

Voyons cela de plus près. Le *shadow banking*, c'est-à-dire le système financier non régulé, n'arrête pas de se développer, notamment par l'oligopole bancaire pour échapper aux régulations prudentielles et en premier lieu pour ses activités de produits dérivés. Quant au renforcement des fonds propres des plus grandes banques, il a été ridiculement faible. Enfin, dans aucune législation en vigueur, il n'y a de véritable séparation «patrimoniale» des activités bancaires. Bref, le lobby bancaire, très organisé à l'échelle internationale, a été efficace, et l'oligopole peut poursuivre à l'identique les logiques financières délétères qui étaient les siennes avant la crise.

En quoi les Etats seraient-ils devenus les otages de l'oligopole systémique que sont les banques ?

Depuis les années 70, les Etats ont perdu toute souveraineté monétaire. Ils en sont responsables. La monnaie est dorénavant créée par les banques à hauteur environ de 90 % et par les banques centrales (indépendantes des Etats) pour les 10 % restants. De plus, la gestion de cette monnaie à travers ses deux prix fondamentaux (taux de change et d'intérêt) revient entièrement à l'oligopole, qui arrive, du reste, à les manipuler. Ainsi tient-il dans sa main les conditions monétaires du financement des investissements, mais surtout du financement des déficits publics. Les Etats sont non seulement disciplinés par les marchés, mais surtout otages de l'hydre mondiale.

Il y a donc un rapport quasi destructeur de ces banques à l'égard des Etats ?

Ce rapport est, en effet, dévastateur, car nos démocraties se vident progressivement de leur substance en raison de la réduction (ou de l'absence) de marges de manœuvre qui sont devenues patentes pour l'action publique. Par ailleurs, l'oligopole bancaire souhaite pouvoir instrumentaliser les pouvoirs des Etats afin de peser sur d'éventuelles régulations financières, ou encore de pouvoir limiter le poids des amendes auxquelles il doit faire face quand il est pris le doigt dans la confiture, en évitant surtout des procès publics.

Mais les banques ne permettent-elles pas de canaliser les débordements budgétaires des Etats ?

Il ne faut pas demander à des banques privées de gérer un intérêt général ! Les banques voient d'abord leurs profits, qu'elles peuvent notamment réaliser à travers leurs activités financières, voire leurs activités spéculatives. Elles regardent les Etats comme n'importe quel autre acteur économique émetteur de dettes. Il faut mesurer les risques et la rentabilité d'un investissement financier. L'Etat est d'abord vu comme un actif financier comme les autres, qu'on achète ou qu'on vend, et sur lequel il est également loisible de spéculer.

Dans la mythologie grecque, c'est Héraclès qui doit tuer l'hydre. Dans notre monde, où est l'Héraclès capable de tuer l'hydre mondiale bancaire ?

La réponse ne fait aucun doute. Notre Héraclès de demain sera un acteur collectif qui ne peut être qu'une communauté internationale, à la légitimité démocratique incontestable, débarrassée de ses dogmes néolibéraux, et suffisamment consciente de ses intérêts de long terme pour organiser le financement de l'activité économique mondiale. Autrement dit, un être encore imaginaire ! Un premier pas serait cependant franchi si un nouveau Bretton Woods était convoqué pour créer à l'échelle internationale une monnaie commune, et non pas unique, dans le cadre de souverainetés monétaires nationales restaurées.

Vous faites le pari de l'intelligence politique ?

Oui, absolument ! Mais d'abord le pari de l'intelligence des citoyens de notre planète. Les réseaux sociaux peuvent être de formidables leviers pour créer cette intelligence politique dont on a cruellement besoin aujourd'hui.

Allons-nous vers un cataclysme d'ampleur inédite ?

Celui-ci est devant nous. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un nouveau

séisme financier survienne alors que les Etats sont exsangues. Il sera ainsi plus grave que le précédent. Nul ne peut le souhaiter tant ses effets économiques et financiers seront désastreux et plus encore en raison de ses conséquences politiques et sociales qui risquent d'être dramatiques. On le voit en Grèce. Le temps de l'urgence démocratique et de la lucidité politique devient impératif !

Alors les banques, toutes pourries ? La finance, forcément pervertie ?

Quand un oligopole surpuissant gère la monnaie comme un bien privé, on ne peut pas être surpris par les logiques financières qui en découlent. Les banques poursuivent des objectifs de profit avec des tentations récurrentes, pour les plus grandes d'entre elles, de s'entendre. De cette façon, l'hydre bancaire est née il y a environ dix ans, et s'est maintenant abattue sur la planète entière. La confrontation des pouvoirs apparaît dorénavant inéluctable entre des banques surpuissantes et des pouvoirs politiques affaiblis. Une issue favorable de ce combat - a priori inégal - ne peut survenir que de mobilisations citoyennes qui soient totalement conscientes de la hauteur des enjeux.

Parfois, la lumière au fond du tunnel, c'est un train...

Posté le 12 novembre 2015 par Bcolmant

Annoncé en fanfare et avec allégresse et reconnu comme un succès fourdoyant, l'assouplissement quantitatif de la BCE semble dériver vers un constat d'échec. Tout à tour, les responsables de la BCE laissent entendre que des mesures additionnelles devront être prises pour relancer l'inflation, dont les perspectives baissières s'assombrissent. La raison de cet échec sera, un jour, éclaircie par des études académiques, mais une chose me semble intuitive : la BCE a réfuté le constat de déflation pendant trop longtemps. Or, Keynes l'avait prédit : si l'inflation est un désagrément, une déflation est une catastrophe.

Que va-t-il se passer ?

Lorsqu'on se lance dans un réescompte des dettes publiques (au demeurant mal conçu, puisque l'Allemagne en est le premier bénéficiaire alors que son économie est la plus forte), c'est qu'il n'y a pas de fin.

Il faut créer de la monnaie, au-delà même si la reprise de l'inflation semble lointaine. Dans le cas contraire, les taux d'intérêt remonteraient immédiatement et l'euro s'apprécierait par rapport au dollar, ce qui susciterait un choc de décroissance que la zone euro ne peut pas se permettre.

Il faut donc espérer que l'on finisse par distinguer la lumière de l'inflation au bout du tunnel.

En espérant que ce ne soit pas un train de déflation qui arrive...

Les banques centrales ont raison !

Posté le 11 novembre 2015 par Bcolmant

Selon la théorie de l'économiste français Jean-Baptiste Say, la monnaie ne serait qu'un voile posé sur la réalité des échanges.

En effet, les biens et les services ne s'échangent finalement que contre des biens et des services. Ainsi, l'économie réelle serait ainsi dissociée de la sphère monétaire.

A certains égards, la monnaie serait exogène à l'économie réelle, ce qui fut incidemment théorisé par l'Ecole quantitative dont les économistes Fisher et Friedman sont les figures de proue.

Ceci étant, les banques centrales sont chargées de respecter un équilibre entre le niveau des prix et le plein emploi, en écho lointain à la courbe de Phillips qui établit une relation empirique décroissante entre le niveau de l'inflation et du chômage.

Si le chômage augmente, il convient d'augmenter l'offre de monnaie.

Par contre, si le niveau des prix augmente, il faut restreindre cette même offre de monnaie.

Aujourd'hui, les prix sont bas et le chômage va structurellement augmenter dans le sillage du contexte déflationniste, lui-même entretenu par le vieillissement de la population et le choc digital.

Ceci justifie parfaitement les politiques des banques centrales.

Selon les aficionados de l'Ecole quantitative, cela devrait ré-inflater l'économie, mais sans pour autant créer la moindre richesse, sauf pour les débiteurs (essentiellement publics) dont le niveau des obligations est devenu excessif.

Le pétrole finit en nette baisse à New York, à 42,93 dollars le baril

BusinessBourse Le 12 nov 2015



Les cours du pétrole ont fortement baissé mercredi, après que des estimations élevées sur l'offre américaine se sont ajoutées aux inquiétudes déjà omniprésentes sur la surabondance mondiale.

Le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en décembre a perdu 1,28 dollar à 42,93 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit le plus bas niveau d'un contrat de référence depuis la fin août.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a cédé 1,63 dollars à 45,81 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

Le marché "a vraiment été malmené aujourd'hui", a reconnu Matt Smith, de ClipperData.

Les observateurs lient avant tout la baisse des cours à des chiffres de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) qui a fait état, mardi après la clôture, d'une hausse de plus de six millions de barils des réserves de brut aux Etats-Unis.

"C'est un signal franchement négatif", a expliqué M. Smith. "Les chiffres de l'API constituent une grosse surprise, non seulement parce qu'il y a une hausse des stocks de brut, mais parce qu'elle est très élevée."

"Alors que les raffineries sortent de leur saison de maintenance et que cela devrait éponger une partie du pétrole brut, les réserves sont à moins de huit millions de barils des records atteints cette année", a-t-il remarqué.

Le marché, sur lequel le niveau élevé de l'offre mondiale fait chuter les cours depuis l'été 2014, attend désormais pour jeudi les chiffres officiels du gouvernement sur les stocks hebdomadaires, généralement jugés plus fiables que ceux de l'API.

Habituellement publiés le mercredi, ces statistiques du département de l'Energie (DoE) ont été repoussées en raison d'un jour en partie férié pour le 11 novembre.

A cause de cet intervalle, "les chiffres de l'API ont plus influé sur les échanges

que d'habitude", a relativisé Tim Evans, de Citi.

"Ils comprenaient aussi une baisse de 3,2 millions de barils des stocks d'essence", ce qui est plus favorable au marché, a-t-il ajouté. "Cependant, l'impression générale reste négative."

– Rapport attendu –

Le marché n'obtient guère plus d'encouragement sur le plan international, après un début de semaine marqué par des rapports mensuels mitigés du DoE et de l'Agence internationale de l'Energie (AIE), basée à Paris.

Les cours risquent encore de pâtir jeudi du troisième et dernier grand rapport de la semaine, celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), car "le plus probable, c'est que cela confirmera que leur production continue à dépasser nettement leur plafond officiel", a prévenu M. Smith.

Non seulement l'Opep contribue à la déprime des cours en s'abstenant depuis un an d'abaisser ses quotas de production, mais, en effet, elle dépasse de fait nettement le maximum théorique de 30 millions de barils par jour.

De toute façon, "l'Opep va relever ses quotas le mois prochain" lors de sa prochaine réunion trimestrielle, afin de prendre en compte la réintégration de l'Indonésie, a estimé James Williams, de WTRG Economics.

"Si l'on regarde le comportement (de ses membres), les pays du Golfe conservent une activité sans précédent (...) tandis que l'Algérie et l'Angola sont en train de monter en régime", a-t-il conclu. "On ne fait pas ce genre de choses si l'on s'attend à ce que l'Opep impose des quotas à tout le monde pour abaisser la production."

[Du pétrole et des larmes](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 12/11 LesEchos.fr](#)

Le monde déborde de pétrole [**Faux: c'est une illusion. Il *semble* y en avoir beaucoup parce-que l'économie mondiale est en récession.**]. La reine des matières premières, celle qui est au coeur de la production et des transports, se vend aujourd'hui à moins de 50 dollars le baril. Elle valait deux fois plus cher il y a dix-huit mois et pratiquement trois fois plus cher à l'été 2008. Et, à en croire les scénarios établis par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui regroupe la majorité des grands pays consommateurs d'énergie, le baril ne devrait pas dépasser les 80 dollars dans les prochaines années. L'offre est dopée par les nouvelles

technologies mises en oeuvre pour extraire le pétrole de roche, ou de schiste. La demande est moins dynamique que prévu, sans même parler de « stagnation séculaire ».

Il y a vingt ou trente ans, une telle accalmie aurait été une excellente nouvelle. Après le contre-choc pétrolier de 1986, la croissance avait bondi à près de 5 % en France en 1988. Aujourd'hui, il en va autrement. La baisse des prix a certes contribué à sortir la France et la zone euro de la stagnation où elles étaient engluées depuis trois ans. Mais les économies avancées sont moins dépendantes des prix pétroliers qu'autrefois. Selon l'AIE, les énergies renouvelables devraient constituer près du tiers de l'offre totale dans quinze ans. Et les bas prix du pétrole ont deux conséquences redoutables. D'abord, ils fragilisent les pays producteurs. Sans s'épancher sur le sort des allumés qui dirigent le Venezuela, des oligarques russes ou des émirs du Golfe, force est de constater que la déprime du baril sape les équilibres politiques et sociaux déjà trop fragiles du Moyen-Orient. Les habitants des pays riches, en particulier ceux de l'Europe, ne peuvent se permettre de l'ignorer. Ensuite, quand le pétrole ne vaut pas cher, on coupe dans les investissements pour s'en passer. Or il finira tôt ou tard par manquer. Et sa combustion sans souci semble avoir des effets désastreux pour la planète. Le pétrole d'aujourd'hui fait les larmes de demain.

Les 30 grandes banques à qui il manque encore 1.000 milliards

BusinessBourse Le 11 nov 2015

Selon le rapport choc du Comité international de stabilité financière, les plus grosses banques du monde, parmi lesquelles quatre françaises, n'ont pas fini de chercher sur le marché de quoi consolider leurs fonds propres. Objectif: plus de 1.000 milliards de dollars à rassembler d'ici 7 ans.

Objectif numéro 1 du Board of Financial Stability, éviter à l'avenir que tout plan de sauvetage éventuel d'une grande banque en difficulté ne coûte un seul centime aux Etats souverains ou aux contribuables.

Les grandes banques systémiques (celles dont un éventuel effondrement pourrait provoquer une explosion du système financier mondial) ont pourtant mis de côté des centaines de milliards de dollars ces dernières années.

[Le Deposit Facility remonte bien vite... !](#)

Posted on [11 novembre 2015](#)

DEPOSIT FACILITY: « dépôt over night » auprès de la Banque centrale européenne (BCE) de l'excès de liquidité des banques commerciales de la zone euro.

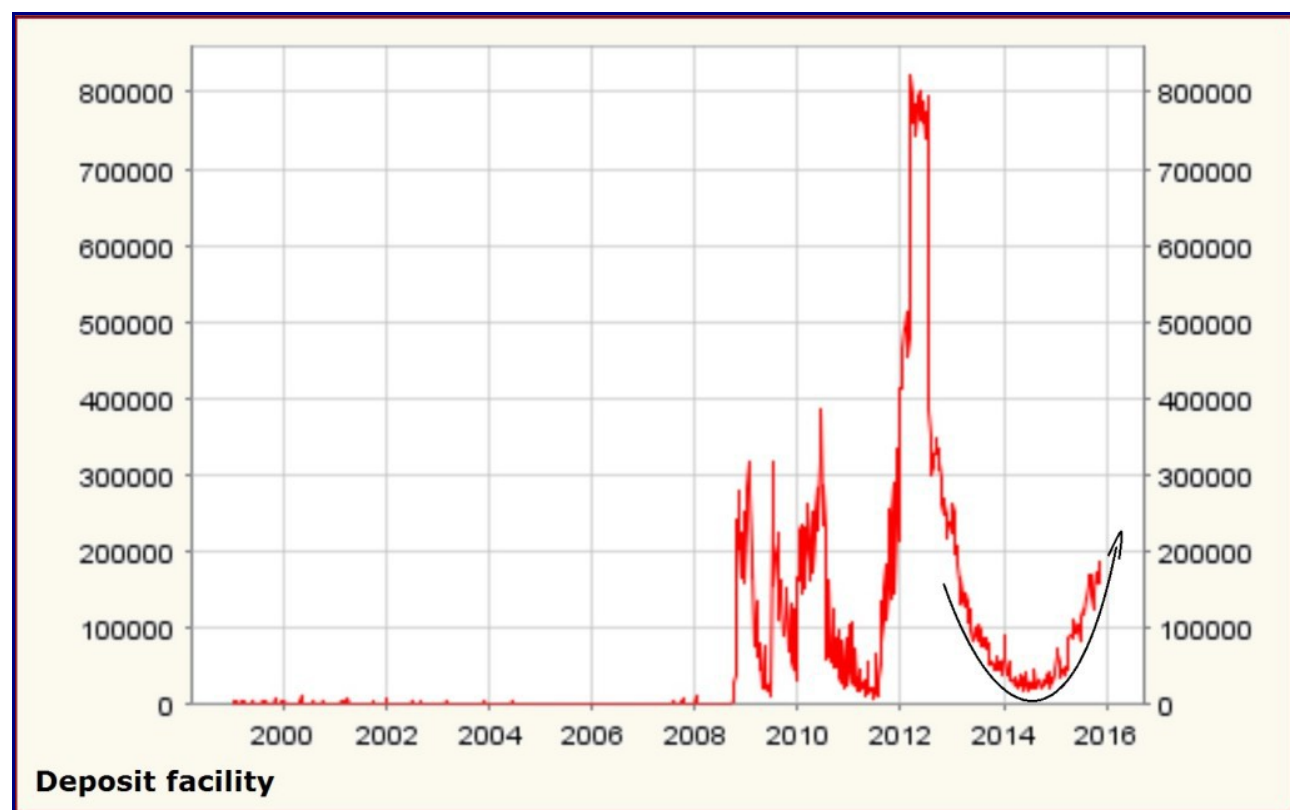
Un niveau élevé reflète la méfiance dans les marchés du crédit interbancaire, où les banques préfèrent utiliser les facilités de dépôt de la BCE à faible risque pour les fonds excédentaires plutôt que de les prêter à d'autres banques.

Lorsque les marchés fonctionnent correctement, les banques n'utilisent l'établissement que pour quelques centaines de millions euros en soirée.

Plus ce chiffre est élevé, plus le déséquilibre du marché interbancaire est important.

Il peut être considéré comme un indicateur de l'aversion au risque des banques à se prêter entre elles.

Une remontée traduit un regain de tension au sein des banques et une baisse le retour de la confiance interbancaire.



[\(lien pour accéder au graphique\) .](#)

En situation normale, ce chiffre doit être proche de 0.

Il semblerait que le manque de confiance des banques entre elles, met en évidence des informations inquiétantes que nous ignorons.

[Depuis quand une baisse de prix est-elle mauvaise ?](#)



[Peter Schiff](#)
[EuroPac](#)

Publié le 12 novembre 2015

Le déclin soudain du prix du pétrole nous offre une opportunité unique d'examiner l'idée largement répandue que la déflation est un poison économique. Puisque de nombreux gouvernements et de nombreuses banques centrales se sont juré de combattre la déflation à tout prix en 2015, la question ne pourrait pas avoir plus d'importance.

Bien qu'une baisse des prix puisse enchanter les profanes, les économistes sont d'avis qu'ils donnent lieu à un cycle néfaste duquel il n'existe aucune échappatoire, et qui mène à une récession prolongée voire une dépression. Ces mêmes économistes sont d'avis que la baisse des prix de l'énergie puisse offrir un stimulus, l'équivalent d'une forte diminution des taxes, notamment pour les consommateurs les moins fortunés et la classe moyenne, pour qui les coûts de l'énergie représentent une part majeure des revenus disponibles. Ils suggèrent que l'argent que les consommateurs et les entreprises ne dépensent plus en essence ou en chauffage puisse être dépensé sur d'autres biens et services, générant ainsi une demande sur d'autres secteurs de l'économie. Même la gouvernante de la Fed, Janet Yellen, fervente avocate des bénéfices économiques de la hausse des prix à la consommation, a fait les louanges de la baisse du prix du pétrole.

Après avoir pris en considération ces tensions compétitives, les économistes sont pour la plupart d'accord sur le fait qu'une baisse des prix de l'énergie soit positive pour l'économie (à l'exception des pays exportateurs de pétrole comme la Russie et le Venezuela). Mais le fait est que ce débat reste choquant. Il devrait être évident aux yeux de tous que les consommateurs individuels, et l'économie dans son ensemble, bénéficient de la baisse des prix de l'énergie. Comme je l'ai [mentionné à la fin du mois dernier](#), personne n'achète de l'énergie pour le plaisir. Nous l'utilisons simplement pour obtenir ce que nous voulons. Moins l'énergie est chère, moins les choses que nous voulons sont chères, et plus elles sont abondantes.

Si nous sommes tous d'accord sur le fait qu'une baisse des prix de l'énergie soit bénéficiaire, pourquoi ne pouvons-nous pas nous mettre d'accord quant à la baisse du prix des biens alimentaires ? Les consommateurs ne bénéficieraient pas d'une

réduction de dépenses significative si le prix de leurs courses diminuait ? Qu'en est-il de la santé ? Ne nous en tirerions-nous pas mieux si nos hôpitaux et frais d'assurances devenaient moins cher ? Et si le prix de tout le reste venait à baisser ? Quand est-ce que les bonnes choses deviennent de trop ?

Selon les économistes modernes, bien qu'il soit acceptable qu'un ou deux secteurs enregistrent une baisse de prix, une baisse générale des prix représente un certain danger. Leur théorie est que si les prix à la consommation baissent au fil du temps, les consommateurs reportent leurs achats au lendemain pour bénéficier de produits toujours moins chers. Même si la baisse générale est relativement limitée, par exemple d'1% par an, ils pensent que la déflation éviscère la demande et donne vie à un cycle baissier de la demande qui génère une réduction des volumes de vente, une contraction du commerce, une accélération des licenciements, une dépression accrue de la demande et enfin un nouveau cycle baissier.

La vérité, c'est que la déflation n'est pas ce qui menace les consommateurs et les entreprises, contrairement à ce qu'essaient de nous faire croire les gouvernements. Le bon sens et l'économie de base nous disent que les prix baissent pour deux raisons : un excès de l'offre, ou un manque de demande. Dans ces deux cas, une baisse de prix est bénéfique, et non un inconvénient.

Tout au long de notre histoire, la hausse de la productivité a entraîné une hausse de la disponibilité des biens et services et forcé les prix à la baisse. Les baisses de prix ont rendu la vie plus abordable aux masses, et rendu possible l'apparition de la classe moyenne aux Etats-Unis. Au vu des données publiées par *Historical Statistics of the United States*, les périodes de déflation soutenue n'ont pas mis fin à la croissance économique aux Etats-Unis au cours des 150 premières années de la République (l'inflation soutenue n'est devenue la norme qu'en 1913, date de la création de la Réserve fédérale).

Les prix peuvent également baisser lorsque la demande baisse, en raison de la contraction économique. Tous les responsables de magasins vous diraient que si les consommateurs cessent d'acheter et que les inventaires deviennent trop importants, la meilleure manière de créer de la demande est de baisser les prix. C'est une règle de base de l'offre et de la demande. La demande grimpe à mesure que baissent les prix. En ce sens, la baisse des prix n'est pas la cause de la contraction économique, mais la solution des marchés face à un déclin de la demande.

Mais les économistes d'aujourd'hui récrivent cette loi fondamentale. A leurs yeux, la demande grimpe à mesure que les prix grimpent. C'est l'équivalent d'un physicien qui suggérerait que la gravité force les objets à se repousser les uns les

autres, et qu'une pierre jetée d'un toit tombe vers le haut. La logique est mise sens dessus-dessous par ceux qui disent que la baisse des prix est la cause de la baisse de la demande. C'est un peu comme blâmer la pluie sur le trottoir et en conclure que la pluie cessera le jour où les trottoirs pourront être séchés.

Selon les économistes, une baisse de prix est négative pour les entreprises et génère des pertes d'emploi. Ils oublient que la baisse des prix est aussi synonyme de baisse des coûts et de hausse des ventes, qui entraînent une hausse des profits, du capital d'investissement, de la production et des salaires réels. Henry Ford a connu un grand succès, ses employés ont prospéré, non pas en raison de la hausse, mais de la baisse des prix. Le rabais du prix de la Model T n'a pas été un fardeau pour le public, et n'a pas poussé Ford à réduire les salaires. L'industrie technologique a récemment prospéré, paie très bien ses employés, et ne cesse de réduire ses coûts.

En conséquence de ces idées, les économistes prêchent des politiques de hausse des prix, qui ne font rien de plus qu'étouffer la demande et prolonger le ralentissement qu'ils essaient de contrer.

Puisque Janet Yellen a loué les effets bénéfiques de la baisse du prix du pétrole pour les consommateurs, pourquoi est-elle incapable de nommer une seule catégorie de biens dont la baisse de prix puisse être bénéfique ? Si le déclin du prix d'un produit particulier est une bonne chose, alors le déclin du prix de tous les autres produits l'est encore plus. Suis-je le seul qui se rende compte du manque évident de logique ?

Peut-être ce déséquilibre pourra-t-il mettre en lumière un sujet que les banquiers centraux tentent désespérément de garder dans l'ombre : la baisse des prix à la consommation est une bonne chose pour les consommateurs et l'économie, mais une mauvaise chose pour les banques centrales qui cherchent à conserver les bulles sur les actifs et pour les gouvernements à la recherche d'une manière gracieuse de faire défaut de leur dette.

Si nous continuons de croire que la baisse des prix est la cause du malaise économique, nous continuerons de produire des économies dont le seul dénouement ne pourra être que le malaise.